



Pour faire face à la violence

L'armée mobilisée à Ghardaïa

L'Etat est déterminé à prendre les mesures appropriées et fermes pour éradiquer toute forme de violence et rétablir la quiétude et la paix à Ghardaïa. Il va appliquer «avec sévérité» les instructions du président de la République pour mettre un terme aux violations de la loi et même, si la situation l'exige, recourir à un «couvre-feu» pour rétablir l'ordre.

Page 2

Crédits ANSEJ

Pas d'effacement de dettes

Page 4

Echanges entre Ouyahia et Makri au niveau de la Présidence

Une initiative et des questions

Des échanges ont eu lieu ce jeudi entre une délégation du Mouvement pour la société de la paix conduite par Abderrezak Makri et Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence de la République suite à une demande d'audience au président Bouteflika.

Page 3



Benghebrit juge les résultats de «bons et encourageants»

51,36% de taux de réussite au Bac

Page 4

Elle inquiète les services de sécurité

La drogue virtuelle menace les jeunes

Ressentir les effets de la drogue juste en mettant un casque sur ses oreilles, c'est désormais possible. Ces «doses de drogue» virtuelle font tabac auprès des jeunes en Algérie, selon la brigade des mineurs de la gendarmerie.

Page 5



Par Nabil Benali

Les chefs des deux principaux partis politiques au pouvoir ont tout pour être d'accord, mais tout semble les séparer. Des divergences qui tournent parfois au bras de fer. Qui en sortira le grand vainqueur ? Pour plusieurs raisons, l'attitude du

Ouyahia - Saâdani

Où est le problème ?

secrétaire général du FLN est difficile à comprendre. A moins qu'il existe des éléments dont l'opinion n'a pas connaissance, son rejet, quoi que poli, du projet d'alliance présidentielle formulé par Ahmed Ouyahia, est un modèle d'illogique et d'incohérence. Ce qu'il est difficile à croire, en attendant, c'est que les divergences qui ne finissent pas entre lui et le SG du RND ne sauraient tenir seulement à la manière avec lesquels l'un et l'autre entendent se mettre au service du programme du président Bouteflika. Ahmed Ouyahia a demandé à ce que soit réhabilitée l'alliance présidentielle, cette fois-ci non pas avec le défunt trio FLN-RND-MSP, mais un quatuor FLN-RND-TAJ-MPA, c'est-à-dire encore une fois une coalition exclusivement partisane. Pour réponse, Amar Saâdani a, non seulement considéré que l'idée n'était

pas tout à fait pertinente, mais justifié plus tard cela, c'est-à-dire quand les journalistes lui faisaient remarquer qu'il pourrait ainsi agir contre les intérêts du président, par une contre-proposition. Pour le SG du FLN, il faudrait plutôt créer un front qui rassemble, non seulement les partis précités, mais aussi d'autres organisations non partisans. Une belle manière de noyer le poisson et de pratiquer son droit à la différence sans pour autant avoir à assumer des divisions évidentes parmi les soutiens du chef de l'Etat. En la matière, Amar Saâdani semble en porter l'entière responsabilité. En effet, il n'a jamais été question par le passé d'un quelconque front, impulsé par le FLN ou pas, pour venir soutenir le programme du président Bouteflika.

Page 3



Pour faire face à la violence

L'armée mobilisée à Ghardaïa

L'état est déterminé à prendre les mesures appropriées et fermes pour éradiquer toute forme de violence et rétablir la quiétude et la paix à Ghardaïa. Il va appliquer «avec sévérité» les instructions du président de la République pour mettre un terme aux violations de la loi et même, si la situation l'exige, recourir à un «couvre-feu» pour rétablir l'ordre.



Par Sofiane Aït Mohamed

C'est ce qu'a annoncé jeudi, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, dépêché sur «les lieux du drame» sur instruction du président de la République et qui était accompagné d'une importante délégation composée du ministre de la Justice, garde des Sceaux, des commandants de la Gendarmerie nationale et de la 4^{ème} Région militaire. S'exprimant devant un parterre de membres de la société civile, des notables et des sages du tissu social de la wilaya de Ghardaïa, M. Sellal a réaffirmé qu'il veillera à l'application des mesures prises par le président de la République M. Abdelaziz Bouteflika en vue de restaurer la sécurité, la paix et la cohésion sociale dans la région de

Ghardaïa jadis «un exemple de cohésion sociale qui faisait la fierté de l'Algérie». Rappelant succinctement les mesures prises par le président de la République, le Premier ministre a souligné que le commandant de la 4^{ème} Région militaire a été chargé de «superviser l'action des services de sécurité et des autorités locales pour rétablir l'ordre public et préserver la sécurité des personnes et leurs biens à travers la wilaya de Ghardaïa». Le commandant de la 4^{ème} Région a même toutes les prérogatives, conformément aux lois de la République pour rétablir l'ordre même en instaurant un couvre-feu, interdisant les manifestations, les attroupements, a rappelé Sellal qui a, par la même occasion a appelé l'ensemble de la société civile, du mouvement associatif,

les jeunes à fédérer leurs efforts pour «mettre en échec les dessins et visés malsaines de certaines personnes qui veulent toucher à l'Unité nationale». «L'Algérie est une et unie, indivisible», a réitéré le Premier ministre en soulignant que cette ligne ne peut être franchie et que le peuple algérien est conscient après le lourd tribut qu'il a payé pour libérer le pays de la colonisation et la sauvegarde de son intégrité territoriale. Appelant les habitants de Ghardaïa à la sagesse et la compréhension pour surmonter cette situation et l'ensemble de la composante sociale de la wilaya à aider et à concourir pour le maintien de l'ordre, le retour de la paix et la quiétude dans la région, le Premier ministre affirmera : "Nous sommes tous des Algériens et nous devons vivre ensemble dans

la concorde et veiller à la fraternité et le respect d'autrui. Sellal a réaffirmé que «l'Etat va appliquer les instructions du président de la République, avec diligence et sévérité pour mettre un terme aux violations de la loi à travers la wilaya de Ghardaïa et notamment l'atteinte à la sécurité des personnes et des biens», rappelant que le rôle du gouvernement consiste à assurer et veiller à la stabilité du pays et à œuvrer pour le développement économique des différentes régions du pays. A son arrivée à Ghardaïa, Sellal avait présidé une réunion d'évaluation de la situation sécuritaire dans la wilaya en présence du chef de la 4^{ème} Région militaire. La visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à Ghardaïa intervient dans le cadre de la mise en œuvre des décisions arrêtées mercredi par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, lors d'une réunion d'urgence consacrée à la situation prévalant à Ghardaïa, et au cours de laquelle le chef de l'Etat a instruit le Premier ministre de «veiller, avec le ministre de la Justice, garde des Sceaux, afin que le parquet prenne en charge, avec diligence et sévérité, toutes les violations de la loi à travers la wilaya de Ghardaïa et notamment l'atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Avant lui, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nourredine Bedoui, s'est rendu mercredi à Ghardaïa en compagnie du directeur générale de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, et le chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, le général Noubia Menad, rappelle-t-on. **S.A.M.**

Des armes blanches et des cocktails molotov saisis

Plusieurs personnes arrêtées par la police

Les services de la Sûreté nationale ont procédé, jeudi, à l'arrestation d'une bande criminelle dangereuse et à la saisie de dizaines d'armes blanches, suite aux incidents survenus récemment dans la wilaya de Ghardaïa, a indiqué la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) dans un communiqué. «Suite aux incidents survenus récemment dans la wilaya de Ghardaïa, les services de sécurité ont procédé, le 9 juillet 2015, à l'arrestation de 27 personnes pour atteinte à l'ordre public et à la sécurité des citoyens et des biens», a précisé la Dgsn.

«Lors d'une opération d'envergure, des dizaines d'armes blanches de différents types ainsi qu'une quantité importante de cocktails molotov» ont été saisies, a ajouté la même source, soulignant que «ces opérations se poursuivent afin de neutraliser tous les contrevenants».

R. N.

Selon le ministre des Affaires religieuses

Les prêches religieux «pas responsables des incidents»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa a affirmé, jeudi, à Alger, que les prêches religieux des mosquées de Ghardaïa n'étaient pas responsables des incidents déplorables survenus dans cette wilaya, affirmant que «prétendre le contraire ne vise qu'à entretenir de fausses informations colportées par certains pour attiser les conflits entre les enfants de la région».

En marge de la cérémonie de distinction des lauréats des concours de récitation du Coran et sur l'histoire de la guerre de Libération organisé à Dar El Imam dans le cadre des écoles coraniques d'être par la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya d'Alger, M. Mohamed Aïssa a précisé que «les incidents qui ont ensanglanté Ghardaïa n'ont aucun lien avec les prêches des mosquées».

Il a souligné que la commission de suivi de la situation à Ghardaïa relevant de son département «s'est assurée que ces incidents n'ont de lien ni avec les prêches des imams des mosquées ni même avec les fidèles». «Prétendre le contraire est un non-sens», a-t-il argué. Il est dangereux, a-t-il dit à ce propos, que les mosquées soient sous le contrôle de personnes irresponsables, affirmant que toute orientation fallacieuse des discours religieux dans ces lieux de culte implique inévitablement destruction et sous-développement. Il a appelé à éviter toute analyse ou interprétation de la situation à Ghardaïa, estimant que toute interprétation erronée peut donner lieu à des conflits religieux. Mohamed Aïssa a indiqué que les ibadites et les malékites se rejoignent sur le principe de l'unité nationale et que les deux doctrines sont irrépréhensibles dans ces incidents qui ont fait plusieurs morts et semé la terreur au sein de la population.

R. N.

REGARDS
Par Ahmed Halfaoui

Ghardaïa : le cocktail explosif

Le drame que vit la vallée du M'zab paraît si surréaliste, qu'il émeut au plus profond la société, qui découvre qu'elle abrite des haines mortelles prêtes à se déchaîner. Ailleurs, on jubile. Le titre d'un article du journal français, Le Monde : «Alger envoie l'armée dans le Sud», comme l'Otan envoie ses bombardiers en Afghanistan ou en Libye. D'autres titres, essentiellement, de la presse française, non moins expéditifs et alarmistes, annoncent une guerre, une rupture, entre «Arabes et Berbères», sans nuances, comme d'habitude, quand il s'agit de l'Algérie. Le tout est de planter un spectacle qui conforte le désir avoué de son embrasement. Mais que peut-on y faire, en attendant que les choses se tassent et que l'on voit plus clair dans ces scandaleux et non moins dramatiques affrontements, voir autre chose que les simples manifestations de haine entre Mozabites et Chaâmbis. Il faut dire que, depuis les premiers signes de violence, les autorités ont contribué à affirmer le caractère communautaire de la crise. La preuve : c'est avec un point

d'honneur que fut médiatisé la signature en grande pompe, le 30 avril 2009, d'une feuille de route entre les notables des ibadites et des malékites, était présent à Ghardaïa, Daho Ould Kablia, alors ministre délégué chargé des Collectivités locales. Le but était d'obtenir «le retour à une cohabitation normale et à une paix durable dans la région». Le texte avait été élaboré par les représentants de la société civile, les notables et des personnalités. A l'occasion, Ould Kablia a dit que «la crise identitaire est artificielle». Ce qui est peut-être vrai, en général, sachant que les identités, à elles seules, ne rentrent pas en confrontation dans l'absolu. Cependant, il faut prendre en compte que c'est elle qui se manifeste, quel que soit le cocktail de ressorts qui l'animent. L'Etat venait, en fait, de paraphraser une réalité qui faisait de lui tout au plus un partenaire, même pas un arbitre, quand tout semblait laisser croire que régnait à jamais l'unicisme prôné et chanté par l'idéologie officielle. Cette posture a ses fondements, qui se trouvent dans le refus stratégique de considérer la société comme

étant plurielle et dans la conviction que le laminoir culturel institutionnel a produit des effets. Malheureusement, même les filiations tribales et les chefferies ne sont plus qu'un décorum dans un corps social libéralisé, dont les individus sont livrés à eux-mêmes. Sont restées les seules données instrumentales de la solidarité identitaire, quand il s'agit de faire front contre un ennemi commun ou ce qui est vécu comme tel. Bien sûr que des activistes, plus ou moins bien intentionnés, ou des droitsdelhommistes patentés d'ONG bien connues, peuvent avoir joué un rôle dans les événements qui ont ensanglanté le M'zab. Bien sûr que des manipulateurs peuvent avoir trouvé leur bonheur. Bien sûr que certains nageurs en eaux troubles, montent au créneau, portés par une presse étrangère friande de tout ce qui peut mettre à mal l'Algérie. Mais si tous ces acteurs ont pu se révéler, c'est plutôt a posteriori, c'est parce que le terreau était fertile. Ils n'ont rien pu provoquer, sauf qu'ils ont saisi les opportunités offertes.

A. H.

Echanges entre Ouyahia et Makri au niveau de la Présidence

Une initiative et des questions

Des échanges ont eu ce jeudi entre une délégation du Mouvement pour la société de la paix conduite par Abderrezak Makri et Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence de la République suite à une demande d'audience au président Bouteflika.



Par Nacera Bechar

Il y a une année, le MSP avait boycotté les rencontres tenues au niveau de la Présidence autour de la révision constitutionnelle, alors qu'il aurait pu aller exposer sa position comme l'ont fait d'autres partis qui n'adhèrent pas à cette révision. Mais, avant-hier, une délégation de cette formation islamiste, conduite par Abderrazak Makri, a eu des échanges avec Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat directeur de cabinet de la Présidence de la République.

Dans un communiqué rendu public par la présidence de la République, il est expliqué que la rencontre entre Ouyahia et la délégation du MSP a eu lieu sur instruction de chef de l'Etat. «Sur instruction de M. le président de la République, M. Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République a reçu ce jour 9 juillet 2015, une délégation du MSP conduite par son président, M. Abderrazak Mokri, lequel avait sollicité il y a quelques jours une audience avec le chef de l'Etat», lit-on dans le

communiqué.

Sur le contenu de la rencontre, la Présidence indique que Makri «s'est d'abord exprimé au nom de son propre parti, soulignant l'attachement de sa formation politique à la stabilité de l'Algérie et rappelant sa contribution au dénouement de la tragédie nationale à travers sa participation aux différentes institutions y compris au gouvernement».

Il est ajouté que Makri «s'est référé à la conférence tenue à Zéralda en juin 2014, et a remis, au nom des participants, le fruit de ce

conclave, dans un document intitulé *Charte de la Réforme politique*». Il en a aussi résumé l'objectif comme étant de «bâter un front national afin de permettre au pays de relever ses défis internes et de faire face aux dangers extérieurs».

S'agissant de l'intervention de Ahmed Ouyahia, il est indiqué que ce dernier a rappelé que M. le président de la République «nourrit de la considération envers toute la classe politique y compris les partis de l'opposition».

Le communiqué de la présidence ajoute que Ouyahia «a remercié M. Makri d'avoir remis, à l'attention du chef de l'Etat, le document adopté par la conférence de Zéralda, qui sera étudié avec intérêt». Ouyahia a souligné aussi, «que le rapprochement entre l'opposition et les institutions évoluera davantage à l'ombre, d'un respect mutuel et dans le cadre d'un discours plaçant réellement l'intérêt supérieur de l'Algérie au centre des préoccupations de tous, dans le respect des vues de chacun». Enfin, Ouyahia a prié le président du MSP de faire savoir aux autres partis avec lesquels il partage l'appartenance au conclave de l'opposition, qu'ils seront aussi les bienvenus à la Présidence de la République, conformément à la volonté sincère de M. le président de la République de promouvoir le dialogue avec tous les acteurs de la scène politique».

Avec cette rencontre, le MSP et son président Abderrezak Makri continue de susciter des interrogations, car ce parti avait choisi l'opposition radicale à travers la coordination des libertés et la transition démocratiques qui appelle à une transition démocratique et des présidentielles anticipées. Par la suite, ce parti appelle le pouvoir à dialoguer et en particulier des personnalités bien précises et voilà qu'il

rencontre Ahmed Ouyahia sur instruction de chef de l'Etat suite à sa demande d'audience au président Bouteflika. Dans un entretien à TSA, Makri explique que cette rencontre entre dans le cadre des rencontres lancées par le parti depuis un certain temps, dont une programmée avec le président de la République figurait dans le programme. Makri dit vouloir convaincre les autorités de l'approche qu'il défend. Il dit avoir évoqué la «politique d'austérité, Ghardaïa la perte de confiance, en raison des fraudes électorales successives et la mise en place d'une commission indépendante pour la surveillance des élections en plus des questions internationales, dont l'appel à empêcher l'application de peines injustes contre le président légitime Mohamed Morsi et les dirigeants des Frères musulmans». Interrogé sur les points de convergences, il explique qu'il «y avait déjà des points de convergence sur certains aspects de la politique internationale, mais sur les questions internes, il n'y a pas beaucoup de convergences». En finalité, cette rencontre a été juste des échanges.

N.B.

Selon le ministre des Moudjahidine

L'Algérie «est visée, car elle dérange»

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a mis en exergue, jeudi à Oran, les sacrifices consentis par le peuple algérien pour la stabilité du pays. «L'Algérie est forte de ses principes et des valeurs pour lesquelles s'est sacrifié son peuple en donnant le meilleur de lui-même pour la voir stable et debout. L'Algérie est également debout grâce à ses institutions, à leur tête l'ANP (Armée nationale populaire), a indiqué le ministre des Moudjahidine, lors d'une rencontre avec les moudjahidine et ayants droit, organisée à l'issue de sa visite de travail dans la wilaya d'Oran. Il a ajouté que «l'Algérie, avec sa stabilité, ses réalisations, son retour dans le concert des nations et son développement économique, dérange certains milieux. Elle est visée, car elle dérange pour avoir tracé sa propre voie, celle de ses martyrs et de ses moudjahidine auxquels nous devons rester fidèles». Après avoir procédé à l'évaluation de son secteur, M. Zitouni a assuré que la feuille de route, tracée par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, «sera respectée à la lettre». R. N.

Ouyahia - Saâdani

Où est le problème ?

Par Nabil Benali

Les chefs des deux principaux partis politiques au pouvoir ont tout pour être d'accord, mais tout semble les séparer. Des divergences qui tournent parfois au bras de fer. Qui en sortira le grand vainqueur ?

Pour plusieurs raisons, l'attitude du secrétaire général du FLN est difficile à comprendre. A moins qu'il existe des éléments dont l'opinion n'a pas connaissance, son rejet, quoi que poli, du projet d'alliance présidentielle formulé par Ahmed Ouyahia, est un modèle d'illogique et d'incohérence. Ce qu'il est difficile à croire, en attendant, c'est que les divergences qui ne finissent pas entre lui et le SG du RND ne sauraient tenir seulement à la manière avec lesquels l'un et l'autre entendent se mettre au service du programme du président Bouteflika. Ahmed Ouyahia a demandé à ce que soit réhabilitée l'alliance présidentielle, cette fois-ci non pas avec le défunt trio FLN-RND-MSP, mais un quatuor FLN-RND-TAJ-MPA, c'est-à-dire encore une fois une coalition exclusivement partisane. Pour réponse, Amar Saâdani a, non seulement considéré que l'idée n'était pas tout à fait pertinente, mais justifié plus tard cela, c'est-à-dire quand les journalistes lui faisaient remarquer qu'il pourrait ainsi agir contre les intérêts du président, par une contre-proposition. Pour le SG du FLN, il faudrait plutôt créer un front qui rassemble, non seulement les partis précités, mais aussi d'autres organisations non partisans. Une belle manière de noyer le poisson

et de pratiquer son droit à la différence sans pour autant avoir à assumer des divisions évidentes parmi les soutiens du chef de l'Etat. En la matière, Amar Saâdani semble en porter l'entière responsabilité. En effet, il n'a jamais été question par le passé d'un quelconque front, impulsé par le FLN ou pas, pour venir soutenir le programme du président Bouteflika. Ce n'est que lorsque Ahmed Ouyahia a avancé publiquement sa proposition d'une alliance partisane que Saâdani a commencé à en parler. Le fait est d'autant plus probant que Saâdani n'a toujours pas fixé d'agenda opérationnel pour mettre sur pied ce front, et n'a entamé aucune consultation avec des partenaires dont on ne connaît toujours pas la liste. Bref, cette histoire de front n'est qu'une autre manière de dire non à l'alliance voulue par Ouyahia, sans pour autant sembler se poser en porte-à-faux avec les attentes du président Bouteflika. A ce titre, il pourra toujours dire qu'il a vu plus grand, que si l'on regarde bien, le projet de Ouyahia n'est finalement pas si ambitieux que cela et qu'un front de soutien à Bouteflika serait aussi un pas dans la stabilité générale ainsi consolidée par un large consensus qui ne demande qu'à trouver le cadre idoine pour se cristalliser. Mais sont-ce là les intentions du SG du FLN ? Il suffit de se rappeler que la première conséquence de l'attitude réticente de Saâdani à l'égard de l'offre de RND a été de mettre fin à un effet Ouyahia qui commençait à prendre du volume avec le retour en force du directeur de cabinet de Bouteflika aux commandes du pre-

mier rival du FLN. En effet, ce n'est pas au RND de dicter au FLN sa conduite, ce ne sont pas les cadets qui dirigent les aînés. Si le RND cherche à replacer le FLN au même niveau qu'autrui, comme ce fut le cas pendant les années où il se partageait les rôles avec le RND et le MSP, il faut qu'il sache que cette époque est révolue et que chacun doit avoir le rang qui lui sied. Il y a un parti majoritaire et hégémonique, le FLN, et les autres qui sont avec lui ou contre lui. Si alliance ou front présidentiels il y aura, le FLN sera le vaisseau amiral et les autres frégates, cuirassiers ou torpilleurs... Cette guerre de leadership ainsi lancée sans crainte des conséquences est désormais de plus en plus difficile à cacher aux observateurs à mesure que le temps avance et que rien de concret ne se passe entre le FLN et le RND. L'attitude de Saâdani est d'autant plus intenable que si l'idée d'une alliance présidentielle tient la route, que la politique nationale a en fait l'expérience et gagnée en lisibilité, celle d'un front monté avec des organisations et des associations risque de déboucher sur un ensemble protéiforme aussi indéchiffrable qu'un gouvernable. Sans doute, tel est le souhait du FLN qui ne souhaite pas le moindre changement dans les rapports de force de l'heure. D'autant qu'une révision de la Constitution s'annonce où l'on prévoit un espace plus important à l'opposition et donc, forcément, une moindre marge de manœuvre pour le FLN et ses «alliés».

N. B.

Benghebrit juge les résultats de «bons et encourageants»

51,36% de taux de réussite au Bac

Le taux de réussite à l'examen du baccalauréat cette année a légèrement grimpé, atteignant 51,36%, et ce sont 363 140 bacheliers à avoir décroché le fameux sésame sur un total de 853 909 candidats.



Par M. Ait Chabane

Pour la septième année consécutive, la wilaya de Tizi Ouzou conserve la première place à l'échelle nationale avec ce taux de réussite fort honorable de 80,67%. La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit a qualifié les résultats de «bons et encourageants en dépit des grèves qui ont influé négativement les performances des élèves». A cela s'ajoutent, bien entendu, les tristement fameuses péripéties qui ont émaillé le déroulement des examens du Bac cette année dans plusieurs wilayas du pays, où des cas flagrants de tricherie et de fuite de

sujets avaient défrayé la chronique. Ce faisant, certains observateurs s'attendaient à un taux de réussite beaucoup plus élevé, mais c'était sans compter sur les dispositions du ministère de tutelle afin de remédier à cette fâcheuse circonstance. «Le taux aurait pu être meilleur conformément aux objectifs de la loi d'orientation de l'Education nationale promulguée en 2008», a indiqué la ministre de l'Education nationale, se fixant comme objectif d'atteindre un taux de réussite de plus de 70% dans les années à venir. Et de rappeler les efforts consentis par l'ensemble des acteurs de son département afin d'améliorer le rendement des élèves et hisser leur

niveau tel qu'escompté par la réforme éducative inscrite au programme du gouvernement. «L'amélioration du niveau du baccalauréat a été rendue possible grâce à l'apport des enseignants qui ont grandement contribué au succès des élèves», a estimé Mme Benghebrit qui a tenu à cette occasion à rendre hommage aux enseignants. La ministre a annoncé, par ailleurs, de nouvelles options pour la prochaine année scolaire destinées à «l'amélioration des conditions d'élaboration des sujets des examens en vue de les adapter au niveau de l'élève moyen». Elle est également revenue sur le scandale des tricheries et des fuites enregistrées sur les

réseaux sociaux grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, assurant que son secteur «a pris toutes les mesures pour faire face à ces pratiques à l'avenir». Et d'ajouter que «l'Etat et l'ensemble de la famille éducative demeurent mobilisés en dépit de toutes les tentatives visant à dénigrer cet examen», accusant en filigrane certaines parties de tout faire pour déstabiliser le secteur qu'elle dirige depuis plus d'une année. En outre, les heureux lauréats de l'examen du Bac pourront retirer leurs attestations de succès ainsi que les relevés de notes aujourd'hui sans les établissements secondaires dans lesquels ils sont inscrits, de même que les candidats libres dans les directions de l'éducation de leur wilaya d'inscription. Selon l'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Nedjadi Messeguem, s'exprimant jeudi dernier, lors d'une conférence de presse à Alger, même les candidats ayant échoué au Bac ont la possibilité de consulter leurs relevés de notes à partir du site de l'Office national des examens et des concours (Onec).

M.A.C.

Le site de l'Onec consulté 58,5 millions de fois

Le site Internet de l'Office national des examens et des concours (Onec), qui a diffusé jeudi les résultats du baccalauréat 2015, a été consulté 58,5 millions de fois entre 10h00 et 16h00, a-t-on appris auprès d'Algérie Télécom (AT). «Le site de l'Onec, <http://bac.onec.dz>, a enregistré 58,5 millions de connexions depuis la diffusion à 10h00 du matin des résultats du baccalauréat 2015», a-t-on précisé de même source. Le même site avait enregistré 45 millions de connexions à 13h30, 35,5 millions à 12h00 et 19 millions une heure après la diffusion des résultats. Cinq minutes seulement après la mise en ligne des résultats, un million de connexions ont été enregistrées, selon AT, qui relève un pic de 270 000 connexions simultanées avec une consommation de 263 mbps de bande passante. «La consultation des résultats du baccalauréat s'est déroulée sans incidents», a-t-on affirmé, ajoutant qu'AT a mis en place tous les moyens pour faire face à une hausse de la fréquentation du site de l'Onec et éviter toute interruption du service.

4^{ème} jour de grève des tramways à Constantine

Le trafic du tramway totalement paralysé

Par Massi Salami/APS

Les travailleurs de la Société d'exploitation du tramway (Setram) de Constantine, en grève depuis lundi, ont durci leur mouvement en bloquant la sortie des rames et en paralysant totalement le trafic, le service minimum n'étant plus assuré, a-t-on constaté jeudi.

Alors que les Constantinois espéraient un dénouement rapide après quatre jours de débrayage, d'autant que les travailleurs du tramway d'Alger et d'Oran ont repris le travail, ils ont été surpris de voir les choses se compliquer davantage.

A la station Benabdelmalek, point de départ du tramway, des dizaines de citoyens, affichant leur

mécontentement, s'impatientent dans l'espoir de voir arriver une des quatre trams qui assure ces trois derniers jours le service minimum.

Dans une déclaration à l'APS, la responsable de la communication de Setram-Constantine, Ibtissem Ghimouz, a indiqué que cette grève a été déclarée «illégitime» par la justice. Elle a également déploré que ce mouvement de grève ait «causé des désagréments importants aux usagers, les pénalisant fortement en cette période de forte canicule».

Les travailleurs de la Sstram revendiquent la mise en place d'une convention collective balisant la relation de travail, notamment autour de la grille des salaires et des primes, rappelle-t-on.

De son côté, la Société d'explo-

tation des tramways (Setram) a indiqué dans un communiqué, avoir appliqué une grille des salaires dès la première année de son lancement et la future convention collective améliorera les acquis des travailleurs. «En réponse à certaines rumeurs infondées annonçant que Setram ne dispose pas de grille de salaires pour rémunérer ses travailleurs, la direction générale de l'entreprise tient à préciser que Setram a appliqué une grille de salaires dès la première année de son lancement», indique le communiqué. Durant la première année de son lancement, la Setram a appliqué, selon le communiqué, la grille des salaires du transporteur public de voyageurs Etusa (entreprise de transport

urbain et suburbain d'Alger), dont «450 travailleurs avaient rejoint Setram». Dans la seconde année, une nouvelle grille des salaires fut élaborée et appliquée, a précisé l'entreprise qui donne, à titre indicatif, quelques exemples de salaires à l'exploitation.

Ainsi, un conducteur touche 43 000 DA par mois, un agent de sécurité 32 000 DA, l'agent de vente et contrôle 37 000 DA, le régulateur PCC (poste de contrôle et de commandement) 52 000 DA et un cadre débutant est payé à 54 000 DA par mois, selon la même source.

«Cette rémunération est composée d'un salaire de base auquel se greffe une série de primes dont celles du travail posté, de nuisan-

ce, de non-accident, de qualification, de responsabilité, ainsi que l'Ifsp et de nombreuses autres formes d'indemnisation», indique la Setram soulignant que «les heures supplémentaires sont dûment majorées et payées». Le conducteur conduit en moyenne 5h30 par jour selon des équipes au nombre de trois par jour (le matin, l'après-midi ou en soirée), ajoute la même source. Par ailleurs, la DG de la Setram a indiqué avoir remis, en avril 2015, au syndicat d'entreprise un «projet complet en vue d'élaborer une convention collective qui définit l'ensemble des conditions de travail, et un nouveau système de gestion des salaires et des carrières.»

M.S./APS

Crédits ANSEJ

Pas d'effacement de dettes

Par Rachid Chihab

L'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) met fin à la polémique entourant l'avenir des projets relatifs au soutien à la création d'emplois et les crédits déjà octroyés. Cité par l'APS, l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes a réfuté tout gel du financement des projets de jeunes désireux monter des micro-entreprises et démenti l'effacement des dettes contractées dans le cadre de ce dispositif. «L'effacement des dettes induites par la création de micro-entreprises n'est pas à l'ordre du jour», a indiqué l'Ansej dans un communiqué, précisant qu'une telle démarche était «incompatible avec l'approche économique et l'esprit l'entrepreneuriat». Ainsi, les bénéficiaires des projets de l'Ansej vont devoir payer la totalité de leurs dettes. Notons que des voix se sont élevées depuis la dernière élection présidentielle pour réclamer l'effacement des dettes des jeunes bénéficiaires de ce mécanisme de création d'emplois.

Les micro-entreprises en difficulté bénéficieront d'un «accompagnement spécial», a cependant soutenu l'organisme. Le DG de l'Ansej, Mourad Zemali, contacté par l'APS, a indiqué qu'environ 15 000 micro-entreprises ont été financées durant le premier semestre 2015 et que plus de 50 000 projets de micro-entreprises validés bénéficiaient de financement dans différentes activités dans le cadre de l'Ansej. Le refus d'effacer les dettes de ces jeunes est motivé entre autres, par la conjoncture économique actuelle marquée par la chute des prix du baril et le recul des recettes publiques. Durant la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2014, le président candidat avait promis de renforcer tous les mécanismes de création d'emploi, en les dotant de tous les moyens matériels et humains qu'il faut pour lutter contre le chômage et participer à la création d'une plus-value économique hors secteur des hydrocarbures qui représente plus de 96% de volume global des exportations.

R.C.

ACTUEL ▶▶

Elle inquiète les services de sécurité

La drogue virtuelle menace les jeunes

Ressentir les effets de la drogue juste en mettant un casque sur ses oreilles, c'est désormais possible. Ces «doses de drogue» virtuelle font tabac auprès des jeunes en Algérie, selon la brigade des mineurs de la gendarmerie.



Par Louiza Ait Ramdane

Prenez un casque. Allongez-vous. Ecoutez de la musique sur le Net. La dose prendra effet au bout d'une vingtaine de minutes d'écoute. Une drogue purement acoustique, qui fait voyager par la seule écoute de sons et provoque une sensation d'euphorie. La drogue numérique débarque en Algérie et inquiète sérieusement les services de la gendarmerie. Les tentatives du genre se multiplient même. Comment fonctionnent ces sons ?

Les drogues numériques sont des fichiers à écouter, et qui peuvent procurer la même sensation sous une drogue réelle. Plusieurs sites vendent des titres de 15 à 30 minutes qui pourraient reproduire les effets du LSD, de l'ecstasy, du cannabis ou encore de la kétamine. Ces sons doivent avoir un effet psychotrope sur celui qui les écoute, allongé dans l'obscurité. Hallucinations, excitation sexuelle, relaxation... les effets recherchés sont divers. «Cette musique, téléchargée en doses baptisées i-doser, appelé chez

nos jeunes «psychique» est constituée d'un son électronique composé d'un battement binaural, créé en faisant jouer une onde sonore différente d'une oreille à l'autre pour créer l'illusion d'un rythme. Munis d'écouteur, l'auditeur rentretrait dès lors en transe, explique le chef de la brigade des mineurs, l'adjutant-chef Mekkaoui, précisant que ce véritable phénomène est fondé sur la possibilité d'atteindre certains effets, portant souvent des noms de drogues supposées créer des sensations hallucinogènes, stimulantes, dié-

tétiques ou apaisantes. Ces fichiers musicaux sont disponibles depuis plusieurs années sur Internet. Il est à souligner qu'au début cette musique qui utilise le concept du battement binaural est connue depuis 1839. Mais, avec les nouvelles avancées numériques, ce battement binaural devient une façon, un peu loufoque, de se droguer la cervelle, explique encore le chef de la brigade des mineurs, explique encore le chef de la brigade des mineurs.

Les services de la gendarmerie tirent la sonnette d'alarme sur ce nouveau phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années. Selon le même officier, cette drogue est répandue à 90% au niveau national. Plus de 30 affaires sont traitées par la brigade des mineurs de Blida sollicitée par les familles. Le chef de la brigade des mineurs appelle à la vigilance. «Le danger est imminent. Les familles doivent surveiller leurs enfants. Ils sont appelés à sensibiliser sur le danger que représente cette nouvelle drogue».

L. A. R.

L. A. R.

Le P-DG de Naftal rassure

Les produits pétroliers disponibles durant l'Aïd El Fitr

La distribution des produits pétroliers sera assurée normalement durant les fêtes de l'Aïd El Fitr, a affirmé mercredi soir le P-DG de la Société nationale de transport et de commercialisation des produits pétroliers (Naftal), Hocine Rizou.

«Il ne faut pas s'inquiéter sur les produits pétroliers durant les fêtes de l'Aïd El Fitr et à l'instar des autres jours de l'année, la distribution de ces produits, surtout des carburants, sera assurée sur l'ensemble du réseau stations-service et points de vente Naftal et ce, 24h/24 et à travers tout le territoire national», a rassuré M. Rizou en marge de la 6^{ème} édition des portes ouvertes sur l'entreprise.

Le ministre de l'Energie, Salah Khebri, avait fait part récemment d'un projet, à l'étude au niveau du gouvernement, et visant à lutter contre le gaspillage et la contrebande des carburants, soulignant qu'il ne s'agira nullement de rationner la consommation de ce produit.

«Nous sommes en train de réfléchir sur les meilleurs moyens à mettre en place pour limiter le gaspillage et pour lutter contre la contrebande des carburants», avait-il indiqué en réponse à une question sur un éventuel projet d'instaurer une carte carburant qui plafonnerait la consommation subventionnée de l'essence et du gasoil tel que rapporté par des médias.

A une question sur le projet de loi visant l'optimisation et la rationalisation de la consommation des carburants, le responsable a expliqué qu'il s'agit d'«une étude au niveau de gouvernement pour mettre en place un système de rationalisation de la consommation du carburant», précisant que «ce n'est pas un projet de Naftal, mais celui du gouvernement algérien».

L'inauguration de la 6^{ème} édition des portes ouvertes sur Naftal s'est déroulée en présence du P-DG de Naftal, accompagné par le secrétaire général du ministère de l'Energie, représentant du ministre, Ahmed Messili, ainsi que plusieurs cadres de l'entreprise.

R. N.

Organisé à Tlemcen en novembre prochain

Séminaire international sur la lutte contre la drogue

Tlemcen abritera en novembre prochain un séminaire international sur la lutte contre la drogue, a annoncé le wali, Saci Ahmed Abdelhafid lors des travaux de la 2^{ème} session de l'Assemblée populaire de wilaya.

Cette rencontre, qu'organiseront le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales en collaboration avec le bâtonnat de Tlemcen et la wilaya, regroupera des experts et spécialistes de plusieurs pays en vue d'échanger les points de vue, informations et expériences en matière de lutte contre la drogue.

Un important volet des travaux de la 2^{ème} session de l'APW, clôturée mercredi soir, a été consacré à l'examen du rapport sur le suivi des recommandations de la conférence de sensibilisation et de formation sur les dangers de la drogue, organisée par l'APW en mai dernier.

Le rapport estime que la drogue est un problème épineux dont souffre la wilaya de Tlemcen eu égard à sa position sur la bande frontalière, devenue zone de transit de marchandises et produits prohibés pour des bandes organisées. Ceci étant justifié par les quantités énormes de drogue saisies par les différents corps de sécurité nationale, a indiqué le wali.

Les forces de sécurité ont saisi, en 2014 à travers le territoire national, plus de 181 tonnes de kif traité, selon le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Tlemcen qui a affirmé, dans son bilan, présenté à cette session, que la Gendarmerie nationale a traité, l'année dernière, 11 130 affaires liées au trafic et à la consommation de drogue, qui se sont soldées par l'arrestation de 5 598 individus et la saisie, lors du premier trimestre de l'année en cours, de plus de 23,138 tonnes de kif traité à travers le pays dont 9,48 tonnes dans la wilaya de Tlemcen.

R. N.

20 crèches ont reçu une notification de fermeture

Lors des inspections opérées par la brigade des mineurs de la gendarmerie de Blida durant les six premiers mois de l'année en cours dans les 68 établissements maternels contrôlés, 20 crèches ont reçu une notification de fermeture, suite aux procès-verbaux dressés par les gendarmes et transmis à la wilaya et à la direction de l'action sociale. Ces établissements sanctionnés n'ont pas d'autorisation et ne répondent pas aux normes requises en matière de sécurité et d'environnement. Le pourcentage de 20% de fermeture est un signal alarmant. Le chef de la brigade des mineurs, l'adjutant-chef Mekkaoui, a déclaré qu'une jeune fille de 16 ans a pu retrouver son foyer et réintégrer sa famille suite à un kidnapping. Pour rappel, cette brigade a pour mission de défendre et de protéger les mineurs qui sont exposés aux risques de perversion et maux sociaux, tout en leur fournissant l'assistance suivie d'un traitement spécial pour enfin les insérer dans leur milieu familial et dans la société.

L. A. R.

L. A. R.

Développement du secteur de l'énergie

Une «grande» responsabilité à assumer selon le ministre

Le développement du secteur de l'énergie «dont l'importance n'est pas à démontrer», constitue une «grande» responsabilité que l'on se doit d'assumer, a indiqué jeudi à Skikda, le ministre de l'Energie, Salah Khabri.



Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite de travail dans cette wilaya considérée

comme un important bassin de l'industrie pétrochimique du pays, M. Khabri a insisté sur le fait que les perspectives de développement du

secteur, même si elles sont, selon lui, «bonnes» représentaient une «grande responsabilité qui doit être assumée par tous les cadres du secteur».

Le ministre a également rappelé les efforts considérables de l'Etat pour moderniser ce secteur vital, «essentiel à la relance de l'économie nationale», et qui est aujourd'hui «à la pointe de la technologie». Il a fait état, dans ce contexte, de multiples performances réalisées par la zone industrielle de Skikda, avant d'avertir, toutefois, qu'il était «nécessaire de ne pas tomber dans l'autosatisfaction en vue de résultats encore meilleurs».

«Nous exigeons toujours de nos cadres davantage de performances pour que nous puissions faire «encore mieux et plus» que

nos partenaires», a souligné M. Khabri, ajoutant que «beaucoup de projets de développement dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie, notamment étaient prévus à Skikda».

Soulignant l'importance de la ressource humaine dans le développement de ce secteur stratégique, le ministre de l'Energie s'est félicité de «l'engagement des jeunes générations» qui, à travers leurs performances, se montrent aptes à prendre la relève pour préserver et développer les acquis enregistrés.

La raffinerie de la zone industrielle de Skikda, créée en 1974 et entièrement modernisée dernièrement, et l'unité de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la même plateforme industrielle (également rénovée et modernisée) constituent «une fierté pour notre secteur qui évolue à pas sûrs et déterminés» a souligné M. Khabri.

Le ministre qui a indiqué que sa visite dans cette zone industrielle revêtait un caractère important, dès lors qu'elle lui permet d'apprécier de visu le fonctionnement des unités et l'avancement des projets, a ajouté qu'il était aussi à Skikda afin de «prendre, éventuellement, des mesures pour continuer à avancer dans la meilleure voie».

Au sujet de l'accréditation de laboratoires pour un certain nombre d'analyses, qui vient d'être accordée à la raffinerie de Skikda, lui permettant ainsi de fonctionner selon les normes internationales, M. Khabri a indiqué que cette accréditation «facile à obtenir, mais difficile à maintenir», doit être «généralisée à tous les laboratoires du pays».

A son arrivée à Skikda, le ministre a écouté, à la direction Transport Est (RTE), un exposé sur les différentes unités de la zone industrielle de Skikda, avant d'inspecter une dizaine d'unités dont le complexe Topping de condensât (RA2K), la raffinerie de Skikda (RA1K), l'unité de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 100 000m³/jour et le projet de réalisation d'un transformateur de 220 kilovolts.

M. Khabri devait achever sa visite à l'Institut algérien du pétrole (IAP) situé dans la commune de Filfila.

R. N.

Soutenu par la reprise des Bourses chinoises Le pétrole en hausse

Les prix du pétrole ont évolué en hausse vendredi en cours d'échanges européens, soutenus par la reprise des Bourses chinoises et alors qu'un accord sur le programme nucléaire iranien demeure incertain.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a gagné 47 cents à 59,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a pris 36 cents à 53,14 dollars. Les cours de brut ont poursuivi leur remontée vendredi après avoir entamé un rebond la veille alors que les Bourses chinoises se reprenaient.

«Nous percevons clairement un regain d'optimisme des investisseurs étrangers sur les efforts engagés par la Chine pour endiguer la chute des cours» à Shanghai et Shenzhen, ont relevé des analystes. «Il faut quand même rester très prudent et regarder l'évolution des marchés chinois au cours des prochaines séances avant de crier victoire. Nous avons vu dans le passé que les actions chinoises pouvaient récupérer le temps d'une séance avant de repartir dans une spirale baissière le jour suivant», ont-ils ajouté. De plus, si la crise en Chine a eu un effet baissier sur les cours de l'or noir, la dégringolade des Bourses chinoises n'est pas la seule responsable de la chute du pétrole, ont précisé d'autres spécialistes.

«On a vu le nombre de puits de forage augmenter aux Etats-Unis, les stocks américains de brut grimper. Les producteurs américains semblent réussir à continuer produire (dans l'environnement de prix actuel), et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) produit à son plus haut niveau depuis 2012», a-t-on souligné. Du côté de l'offre, la poursuite des négociations sur le programme nucléaire iranien et les incertitudes sur l'imminence d'un accord auraient toutefois un peu de répit aux marchés de l'or noir. L'Iran et les grandes puissances du P5+1 (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) sont réunis depuis deux semaines dans la capitale autrichienne pour tenter de conclure un accord dans ce dossier qui empoisonne les relations internationales depuis plus de douze ans.

Reda A.

Complexe Polymed de Skikda

"Il sera soit restructuré soit fermé"

Le complexe Polymed de production de polyéthylène haute densité (PEHD) de Skikda, en déficit depuis quelques années, sera "soit restructuré, soit fermé avec une redéploiement du personnel dans d'autres unités", a annoncé jeudi le ministre de l'Energie, Salah Khabri.

Le ministre qui effectuait une visite de travail à Skikda, a affirmé que des instructions ont été données à la Sonatrach à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour "fiabiliser" cette unité dans le cadre des efforts du département de l'Energie visant à "trouver la solution à mettre en œuvre pour ce complexe".

La situation de Polymed reste toutefois "inacceptable" et ne peut perdurer, a souligné le ministre qui a tenu à rassurer les travailleurs quant à leur avenir professionnel.

R. E.

Société algérienne des assurances

Hausse du chiffre d'affaires de 3,5%

La Société algérienne des assurances (SAA) a réalisé un chiffre d'affaires en assurance dommage de 26,5 milliards de dinars en 2014, en hausse de 3,5% par rapport à 2013, conservant sa place de premier assureur de la place, a indiqué jeudi à Alger son PDG, Nacer Sais.

Cette croissance a été réalisée «malgré l'essoufflement du marché des assurances, particulièrement pour les assurances automobile et transports», a précisé M. Sais, lors d'une conférence de presse animée jeudi soir, et consacrée à la présentation du bilan des activités de la compagnie pour l'année 2014.

«A l'instar des autres compagnies du marché, la SAA a été impactée par le recul du chiffre d'affaires de la branche automobile, lié à la baisse des importations et de vente de véhicules. Cette branche qui nous avait habitué à des taux de croissance de 15 à 16% ces cinq dernières années,

s'est contentée en 2014 d'un taux d'évolution de 6% », a-t-il expliqué. Ce ralentissement de croissance de la branche automobile représente un manque à produire de plus de 2 milliards de DA pour la SAA, a ajouté M. Sais, soulignant que le nombre de déclarations de sinistres était de près de 386.000 en 2014, soit une diminution de près de 7.000 cas comparativement à 2013, en raison d'un recul de la fréquence de sinistres automobile.

Mais malgré ce contexte, la SAA a dégagé un bénéfice net de 3,2 milliards de DA l'année dernière, en très légère hausse par rapport à 2013, soit le résultat le plus important depuis sa création, s'est réjoui le patron de l'assureur historique.

Cette performance a été réalisée grâce notamment à une amélioration du taux de rendement des fonds propres de la compagnie (+11% en 2014 contre +8 en 2013) mais aussi à la révision à la baisse

du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) de 25% à 23%, explique M. Sais.

De plus, toutes les branches hors assurances automobile ont enregistré une croissance de 13%, quasiment similaire à celle du marché, note encore le PDG de la SAA.

En termes d'indemnités, la SAA a déboursé en 2014 un montant de 16 milliards de DA (36% du volume du marché) pour un nombre de dossiers sinistres de plus 377.000, selon le même responsable, qui a souligné une nette amélioration en matière de règlement de sinistres.

Dans ce sens, M. Sais a indiqué que la SAA, au même titre que les autres compagnies de la place, œuvrent à accélérer la cadence des règlements, particulièrement dans la branche automobile, et ce, à la faveur de la signature de conventions inter-compagnies avec l'Union des assureurs et réassureurs (UAR).

R. E.

A l'approche de Leïlat El-Qadr

Les costumes de circoncision volent la vedette

A l'approche de la Nuit du Destin, veille du 27^e jour du mois de Ramadhan, les magasins de confection proposant des tenues traditionnelles pour garçonnets, spécialement taillées pour la circoncision, connaissent une énorme affluence, a-t-on constaté.



C'est cette nuit particulière que de nombreuses familles, à Constantine et ailleurs en Algérie et dans le monde musulman, choisissent pour organiser la circoncision de leurs petits garçons. Les boutiques spécialisées dans l'habillement et la broderie traditionnels sont littéralement prises d'assaut, les parents se montrant particulièrement soucieux de faire de leur petit, le temps d'une petite fête, le «héros» de cette nuit bénite dont le souvenir restera gravé dans sa mémoire.

Une virée nocturne à travers les magasins du centre de la ville des ponts est édifiant quant à l'engouement des mères de famille pour les tenues traditionnelles qui

feront plaisir à leur progéniture devant passer par le «*tahhar*». Une jeune femme, Lynda, entre dans l'un des magasins du «Fondouk zit», dans le vieux quartier d'Ersif, avec son fils de 3 ans, et se dirige tout droit vers le rayon des costumes de circoncision turcs. «C'est la circoncision de mon aîné, je veux lui acheter le plus beau des costumes et le prix ne me pose pas de problème», lance-t-elle à un vendeur tout sourire.

Dans ce magasin se trouvent des costumes traditionnels algériens et d'autres importés de pays arabes ou musulmans comme le Maroc, la Tunisie, l'Arabie Saoudite et la Turquie. L'habit traditionnel algérien est façonné de plusieurs pièces :

un gilet brodé de fils d'or ou d'argent, décoré de brillants, une chemise également décorée, un pantalon blanc, des babouches de la même couleur, une cravate, une chéchia et quelques objets de fantaisie. Le tout est cédé entre 1.600 à 4.800 DA selon le type de broderie, la finition et la qualité du tissu. Quant aux prix des costumes importés, ils varient entre 1.900 et 4800 DA pour l'habit marocain, 2400 à 5.800 DA pour le tunisien, 2.200 DA pour le saoudien et jusqu'à 18.800 DA pour l'habit turc. Abderraouf, propriétaire d'une boutique dans le «Foundouk», affirme avoir vendu à ce jour de nombreux costumes à des particuliers, mais aussi à beaucoup d'associations de bienfaisance organisant habituellement des cérémonies de circoncision au bénéfice de familles dans le besoin. «J'ai acheté 11 costumes de circoncision pour donner le sourire à autant d'enfants nécessiteux et à leurs parents», souligne Hamza Bouhabila qui préside l'association caritative Siraj qui s'apprête à célébrer, ce vendredi, une cérémonie de circoncision collective. Certaines autres mères de famille de condition modeste cherchent à louer un costume de circoncision pour leur petit faute de pouvoir l'acquérir. Mais c'est peine perdue, les commerçants n'étant pas habitués à confier en location de tels articles. C'est le cas de Halima, maman du petit Haythem qui fond en larmes devant les dénégations du vendeur. Haythem ne pleurera cependant pas longtemps puisque Issam et Manel, un jeune couple venu acheter une tenue à son unique garçon, volent au secours de la dame et lui offrent un joli costume pour son enfant. Halima, en Constantinoise fière et digne, refuse poliment puis avec insistance, mais finit par céder devant la persévérance du jeune couple. Un exemple parmi tant d'autres qui renseigne mieux que mille discours sur l'élan de solidarité qui se crée durant le mois sacré de Ramadhan, à Constantine et ailleurs. La tradition constantinoise exige beaucoup de préparatifs pour la célébration de cette tradition, notamment la confection de gâteaux et de différents plats pour les invités, la fête de circoncision étant une occasion pour les réjouissances familiales.

Après les cris et les pleurs, de nombreux petits Algériens seront heureux, lundi soir, car ils auront été, l'espace d'une fête, au centre de toutes les attentions.

R. S.

Depuis le début du Ramadhan Importantes saisies de produits alimentaires

Près de cinquante tonnes de produits alimentaires périmés et d'autres ne répondant pas aux normes commerciales d'une valeur de plus de 25 millions de dinars ont été saisis depuis le début du mois de ramadhan dans la wilaya de Bouira, selon des statistiques fournies, jeudi, par la direction locale du commerce. Durant les deux décades du mois sacré, les brigades de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ont saisi une cinquantaine de tonnes différentes denrées alimentaires, lors de 2500 interventions effectuées depuis le 18 juin dernier, a indiqué à l'APS le directeur intérimaire du commerce, Rachid Hedjal. Selon lui, les produits alimentaires périmés ont été détruits, alors que le reste a été attribué aux restaurants de la Rahma ouverts à travers le territoire de la wilaya durant le mois de Ramadhan. «Nos brigades ont effectué 2.500 interventions et enregistré 524 infractions commises par les commerçants durant la même période», a précisé M. Hedjal, expliquant que la majorité des infractions relevées sont relatives au non respect des normes d'hygiène et des conditions de conservation des produits ainsi qu'à la non facturation et au non-affichage des prix. Ainsi et suite à 473 procès verbaux établis par les brigades concernées, celles-ci ont proposé la fermeture de plus de trente locaux commerciaux, où ces infractions ont été enregistrées, a tenu à ajouter le même responsable. Par ailleurs, M. Hedjal a saisi cette occasion pour lancer un appel aux consommateurs les sensibilisant aux dangers de la consommation des produits alimentaires périmés ainsi que les denrées mal conservées ou exposées à la vente en cette période de canicule. «Un programme est en cours pour sensibiliser le consommateur sur les dangers des intoxications qui se produisent chaque année. Des émissions radiophoniques sont prévues dans le cadre de ce programme de sensibilisation qui comporte également la distribution de dépliants incitant les citoyens à se protéger contre ce fléau qui menace la santé publique dans la wilaya», a-t-il dit, précisant que 32% des infractions relevées par les brigades de contrôle et de la répression des fraudes ont trait au non-respect des normes d'hygiène et des conditions de stockage et d'exposition des marchandises.

R. N.

Ramadhan au Bangladesh Une bousculade meurtrière lors d'une distribution de vêtements

Une bousculade, hier, lors d'une distribution de vêtements gratuits a fait 23 morts à Mymensingh dans le nord du Bangladesh, a annoncé la police.

Le drame s'est produit lorsque des centaines de personnes ont tenté de forcer le passage à l'entrée étroite d'une usine où ils patientaient dès avant l'aube, ont indiqué des responsables de la police locale. «Nous avons retrouvé 23 corps. La plupart des victimes sont des femmes pauvres et émaciées», a dit le chef de la police de la ville, Moinul Haque, cité par l'agence AFP. Le bilan pourrait s'alourdir, a précisé un haut responsable d'un commissariat proche de l'usine, Kamrul Islam. «Des gens ont emporté le corps de leur proche avant l'arrivée de la police sur les lieux», a-t-il dit, précisant que plusieurs personnes ont été blessées. Le propriétaire de l'usine et six autres personnes ont été arrêtées, a précisé Islam. Quelque 1.500 personnes attendaient devant l'usine de tabac à mâcher vers 4h45 (22h45 GMT jeudi), selon la police, après que ses propriétaires eurent annoncé la distribution de vêtements gratuits aux plus pauvres, selon la tradition islamique. Les riches Bangladais distribuent fréquemment des vêtements aux plus pauvres pendant le Ramadhan, mais ces distributions débouchent souvent sur des bousculades.

R. I.

Selon la ministre de tutelle

Les actions de solidarité ne se limitent pas au seul mois de Ramadhan

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mounia Meslem, a rappelé, jeudi à Bordj Bou-Arréridj, que les actions de solidarité initiées par son département ne se limitaient pas au seul Ramadhan.

La solidarité «n'est pas circonstancielle, mais procède d'un processus continu, conforme à un programme tracé et étudié pour toute l'année», a déclaré la ministre qui effectuait une visite de travail dans cette wilaya. Un programme, a-t-elle ajouté, comprenant des «actions fortes et ciblées,

menées par les établissements spécialisés pour personnes aux besoins spécifiques, les cellules de proximité et tout un encadrement médical». Par ailleurs, M^{me} Meslem, relevant que dans certains établissements «le nombre d'employés dépasse celui des pensionnaires», a particulièrement insisté sur la rationalisation de la gestion et des dépenses. Au cours d'une rencontre avec le mouvement associatif local, la ministre a appelé à encourager les associations actives sur le terrain, avant de mettre l'accent sur l'importance du rôle des cellules de proximité dans l'ac-

compagnement des ménages démunis. Des ménages, a-t-elle souligné qui doivent extirpés du cercle vicieux de la pauvreté au moyen de l'accès aux divers dispositifs publics de soutien à l'emploi comme le microcrédit ou l'attribution de certains projets du programme «Blanche Algérie» à des personnes aux besoins spécifiques. Répondant à des préoccupations exprimées par des travailleurs du secteur, à propos, notamment, de l'amélioration de leurs conditions de travail, la ministre a indiqué que des correspondances à ce sujet ont été adressées au premier

ministre et à la direction de la fonction publique. Elle en profite pour rendre hommage aux travailleurs qui, a-t-elle noté, «s'acquittent pleinement leur noble fonction humanitaire». La ministre a inauguré à l'occasion de sa visite deux centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux, de 120 places chacun, dans les communes de Sidi Embarek et de Bellimour. M^{me} Meslem a salué les excellents résultats scolaires obtenus dans ces établissements, ce qui est édifiant, selon elle, quant aux efforts consentis par l'Etat en faveur des catégories fragilisées. R. S.

Médéa

Important incendie à El-Hamdania

Plusieurs unités d'intervention de la Protection civile de Médéa appuyées par des agents de lutte anti-incendies de la Conservation des forêts tentent, depuis mardi dernier, de circonscrire un important incendie de forêt, localisé au lieu-dit Msenou, à la limite entre les communes d'Ouzera et El-Hamdania, au nord de Médéa, a-t-on appris, jeudi, de la Protection civile.



Des dizaines d'hommes se relaient, depuis mardi, pour venir à bout de cet incendie qui a déjà ravagé plusieurs hectares de plantation sylvicole et de couvert végétal et menace de s'étendre au maquis avoisinant, a indiqué la même source, précisant que le relief accidenté de cette région montagneuse a rendu très difficile l'accès des unités d'intervention.

Ces dernières sont contraintes, d'après la même source, d'opérer dans des conditions assez pénibles, en raison de la natu-

re du relief, mais également de la canicule avivée par la chaleur qui se dégage des flammes, a-t-on expliqué.

Des efforts sont déployés au troisième jour de ce sinistre pour éviter la propagation du feu au mont Chréa, mettant ainsi en péril le riche patrimoine sylvicole de cette région montagneuse, qui forme une frontière naturelle entre les wilayas de Médéa et de Blida.

Par ailleurs la Protection civile a fait état de la destruction de 1.000 bottes de paille, 3,5 ha de pin d'Alep et de maquis,

ainsi qu'une centaine d'arbres fruitiers, lors de deux violents incendies survenus mercredi en fin d'après-midi dans la commune de Mihoub, à 100 km au nord-est de Médéa.

Les éléments de l'unité d'intervention d'El-Azzizia, localité limitrophe, distante d'une dizaine de kilomètres, ont lutté pendant trois heures avant d'arriver à maîtriser le feu qui menaçait de s'étendre à une zone résidentielle proche du lieu du sinistre, a-t-on indiqué.

Riad D.

Laghouat

Nouveaux projets de développement retenus

De nouveaux projets de développement ont été retenus en 2015 pour la commune de Taouila, dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris, jeudi, des responsables de cette collectivité locale.

Une enveloppe financière de l'ordre de 50 millions de dinars a été réservée au titre du plan communal de développement (PCD) de l'année en cours, pour la concrétisation de ces actions de développement, dont le raccordement du château d'eau au canal principal en vue d'alimenter les habitants en eau potable, la réalisation d'un réseau d'éclairage public au long des artères principales de cette ville.

Ce programme prévoit également la

construction d'une maison de jeunes, l'élaboration d'une étude technique relative à la réalisation d'une piscine de proximité, et le revêtement du stade communal en gazon synthétique, dans le cadre d'une opération sectorielle du secteur de la jeunesse et des sports, a-t-on ajouté.

Ces opérations s'ajoutent à d'autres projets qui ont été déjà mis en service dernièrement dans cette région, à l'instar de la réalisation des canaux pour le transfert d'eau potable à partir de la région de Aïn Maskin vers le chef lieu de la commune sur une distance de 7,3 Km linéaire.

La commune de Taouila a bénéficié dans le cadre de l'actuel plan quinquennal

(2015-2019) d'un projet de réalisation d'un CEM et un regroupement scolaire afin d'alléger la pression sur les établissements scolaires actuelles et éviter aux élèves les longs déplacements vers les communes limitrophes, a-t-on précisé.

Un autre projet relatif à la réalisation d'une route menant à la commune d'El-Ghicha en traversant la région de Tarkalal, avec un ouvrage d'art, a été également notifié pour cette commune.

La commune de Taouila (située à 140 km au nord-ouest du chef-lieu de wilaya) dispose d'importantes potentialités agricoles et touristiques.

R. R.

Tindouf

Des chantiers pour améliorer le cadre de vie

Une série de projets visant à améliorer le cadre de vie des citoyens seront réceptionnés courant 2015 alors que d'autres sont en cours d'exécution dans wilaya de Tindouf, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale des équipements publics (DEP).

Dans ce cadre, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sera renforcé, dès la prochaine rentrée universitaire (2015-2016), de 1.000 nouvelles places pédagogiques, représentant une

deuxième tranche retenue en faveur du centre universitaire de Tindouf, a précisé le directeur des équipements publics Houari Belkhir. Dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation, le secteur de l'éducation prévoit de son côté la réception, au cours de la même année, de plus d'une cinquantaine d'opérations en cours de réalisation, tous paliers confondus, a-t-il ajouté.

Le même responsable a fait savoir qu'une étude relative à la réalisation d'une nouvelle

maternité de 60 lits à Tindouf est en voie d'exécution, signalant que les chantiers de cette future structure de santé seront lancés avant la fin de l'année en cours.

Les infrastructures de transport dans cette wilaya frontalière seront bientôt consolidées par une nouvelle gare aéronautique, réalisée totalement mais attend le lancement de l'opération d'équipement, outre la modernisation de l'actuelle gare aéronautique, appelée à répondre à la forte croissance de passagers

Mascara

Des familles bénéficiaires de l'électrification rurale

Pas moins de 65 familles des zones rurales de la wilaya de Mascara ont bénéficié dernièrement de l'électricité, a-t-on appris, jeudi, auprès de la wilaya.

Le réseau d'électrification rurale a été mis en service lundi et mardi dernier aux douars de Deghamcha dans la commune de Aïn Farès, Sidi Daho (Mamounia) et Hamama dans la commune de Tizi au profit de 65 familles dont la moitié réside au douar de Sidi Daho (34 familles).

Une partie des familles concernées par cette opération ont regagné leurs maisons qu'elles ont quittées durant plusieurs années et une autre partie a bénéficié du réseau électrique dans de nouvelles habitations construites à la faveur de l'aide à l'habitat rural, a-t-on ajouté.

Au moins 152 familles, réparties sur plusieurs communes rurales de la wilaya de Mascara, avaient bénéficié lors de la deuxième quinzaine du mois de juin dernier de l'électricité grâce au raccordement de leurs collectivités au réseau desservant cette énergie. Il est attendu le lancement prochain de l'alimentation en électricité de 624 familles résidant dans 43 centres ruraux relevant de 25 communes, à la faveur du programme du ministère de l'Energie doté de 233 millions de dinars.

R. R.

Zones agricoles à In Salah

Un budget pour lutter contre la remontée des eaux

Une enveloppe budgétaire de l'ordre de 270 millions de dinars a été réservée pour la réalisation d'un projet de lutte contre le phénomène de la remontée des eaux dans les zones agricoles de la région de In Salah (750 km au nord du chef-lieu de wilaya de Tamanrasset), a-t-on appris jeudi du responsable du service local des ressources en eaux. Inscrite dans le cadre du programme sectoriel pour l'année 2015, cette opération a pour objectif d'éliminer le surplus des eaux à travers des milliers d'hectares de surfaces arables dans cette région, qui souffre depuis des années de ce phénomène, a indiqué Mohamed Baghli. La première tranche de ce projet comporte la réalisation des canaux de drainages dans les localités d'El-Barka 2, Mansoura et Fougaret Ezzoua, dont les travaux ont été confiés à une entreprise de réalisation privée, pour un délai de 12 mois, a précisé la même source. Ce projet contribuera à l'élimination totale des flaques d'eau salée à travers les vergers, causant la destruction des richesses agricoles, notamment la phœniciculture, a-t-on souligné.

R. R.

CONFLITS ▶▶

Yémen

L'ONU annonce une trêve humanitaire de six jours

L'ONU a annoncé jeudi une trêve de six jours dans les combats qui opposent le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie Saoudite à des rebelles chiites, afin de permettre aux secours d'atteindre des millions de Yéménites en détresse.



Cette «pause humanitaire inconditionnelle» doit commencer vendredi à 23h59 locales (20h59 GMT) et durer «jusqu'à la fin du Ramadhan», mois sacré pour les musulmans, prévue le 17 juillet, a déclaré le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric.

Le président yéménite en exil Abd Rabbo Mansour Hadi «a transmis son accord pour cette pause à la coalition» militaire arabe conduite par l'Arabie Saoudite qui combat les rebelles chiites houthis «afin de s'assurer de son soutien et de sa collaboration», a-t-il précisé.

Côté rebelles, l'ONU a reçu l'assurance des houthis et de leurs alliés que leurs combattants respecteront «pleinement» la pause.

Une précédente trêve à la mi-mai avait duré cinq jours, mais les combats avaient ensuite repris de plus belle et n'ont pas

cessé depuis.

Au moins 36 rebelles chiites ont été tués jeudi dans des attaques et des raids dans le sud du pays, deux jours après un attentat à la voiture piégée à Sanaa revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique.

M. Dujarric n'est pas allé jusqu'à confirmer explicitement que l'Arabie Saoudite, qui dirige les opérations militaires arabes, avait accepté la trêve et allait cesser les raids aériens qu'elle mène quotidiennement depuis le 26 mars.

Mais il a affirmé que l'ONU avait reçu de tous les belligérants des assurances suffisantes pour lui permettre d'annoncer cette trêve.

«Une trêve humanitaire cela veut dire, pas de combats, pas de bombardement, pas de tirs», a-t-il martelé.

L'ambassadeur adjoint britannique à l'ONU, Peter Wilson, s'est montré optimiste, estimant

que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait «créé les conditions» pour que les armes se taisent.

L'ONU réclamait depuis des semaines une accalmie afin de porter secours à la population yéménite, dont 80% - soit 21 millions de personnes - ont besoin d'aide ou de protection et plus de 10 millions ont du mal à se nourrir ou à trouver de l'eau potable.

Les combats ont fait plus de 3 200 morts depuis fin mars et chassé de leurs foyers un million de personnes, selon le Haut commissariat aux réfugiés (HCR).

Il y a une semaine, l'ONU avait attribué au Yémen son plus haut degré d'urgence humanitaire, évoquant des risques de famine.

«Il est impératif et urgent que l'aide humanitaire atteigne toutes les personnes vulnérables au Yémen», a affirmé M.

Dujarric. Il a réclamé un accès humanitaire «total et sans entraves à tout le pays, y compris par les aéroports et les ports», alors que les ports yéménites sont soumis à un blocus naval saoudien.

Ban Ki-moon «demande à toutes les parties au conflit de contribuer à éviter une catastrophe humanitaire», a-t-il souligné.

Le médiateur de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, va poursuivre ses consultations pour parvenir à un «cessez-le-feu durable» et mettre en place «un mécanisme permettant le retrait des forces, la libération des prisonniers politiques et la reprise d'un dialogue politique».

Le gouvernement yéménite et ses alliés arabes insistent sur un retrait préalable des houthis des territoires qu'ils ont conquis, conformément à une résolution de l'ONU.

AFP

Turquie

21 membres de Daech arrêtés

Les autorités turques ont interpellé vendredi lors d'une opération policière d'envergure dans quatre villes du pays, dont Istanbul, 21 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe jihadiste Etat islamique (EI), a rapporté l'agence progouvernementale Anatolie.

Parmi ces suspects figurent trois ressortissants étrangers dont la nationalité n'a pas été précisée.

Ces étrangers s'apprêtaient à passer en Syrie, selon Anatolie.

La police antiterroriste a réalisé ce coup de filet principalement à Istanbul mais aussi dans la ville voisine d'Izmit et à Sanliurfa (sud-est) et Mersin (sud).

La Turquie est considérée comme le principal point de passage des recrues, notamment européennes, de l'organisation jihadiste vers la Syrie, où elle contrôle de larges parties du territoire notamment le long de la frontière entre les deux pays. Le 1^{er} juillet dernier, la police avait arrêté sept autres membres présumés de l'EI, dont certains ayant combattu en Syrie, dans l'ouest de la Turquie.

Les pays occidentaux reprochent régulièrement au gouvernement islamiste-conservateur d'Ankara sa complaisance vis-à-vis des organisations radicales en guerre contre le régime du président syrien Bachar al-Assad. La Turquie a toujours démenti ces allégations.

Depuis deux semaines, les médias turcs affirment que le gouvernement envisage une opération militaire en Syrie pour repousser loin de ses frontières les jihadistes et y empêcher en même temps la progression des forces kurdes, qui tiennent désormais une grande partie de la zone frontalière turco-syrienne. Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a toutefois assuré la semaine dernière que son pays n'envisageait pas d'opération imminente en Syrie.

Ce dernier coup de filet anti-jihadiste intervient par ailleurs après qu'une délégation de hauts responsables américains ait eu deux jours de long entretiens cette semaine à Ankara. Les deux parties se sont promis de renforcer leurs coopération et coordination contre l'EI.

Selon les médias turcs, la Turquie qui refuse depuis des mois que les Etats-Unis utilisent sa base d'Incirlik (sud) pour bombardier l'Etat islamique en Syrie et en Irak, autoriserait désormais au moins l'utilisation de drones armés par les Américains.

AFP

Nucléaire iranien

Washington comme Téhéran refusent de se précipiter

Les Etats-Unis, comme Téhéran, ne veulent pas se «précipiter» pour un accord sur le nucléaire iranien et les négociations internationales vont se poursuivre encore, même si les deux parties haussent le ton en fin de négociations.

«Vu que les travaux sont extrêmement techniques et les enjeux très, très élevés, on ne se précipitera pas et on ne se laissera pas précipiter vers un accord», a déclaré M. Kerry à la presse internationale massée devant le palais Coburg à Vienne, où se déroulent les négociations.

Presque au même moment, son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, tweetait : «Nous travaillons dur, mais sans précipitation. On ne change de pas de cheval au milieu du gué.»

«Combien de temps allez-vous rester à Vienne?» ont hurlé, un peu plus tard, les journalistes à M. Zarif, apparu au balcon du palais. «Aussi longtemps que nécessaire», a répondu ce dernier.

Mais, dans ce ping-pong verbal soigneusement orchestré, M. Kerry avait tenu à préciser dans son allocution que les Etats-Unis ne resteraient pas «à la table de négociations pour toujours».

«Si les décisions difficiles ne sont pas prises, nous sommes tout à fait préparés à mettre fin au processus», a-t-il ajouté, mettant la pression dans cette phase finale des négociations.

Un haut responsable iranien a toutefois accusé tard jeudi les puissances occidentales d'avoir changé de position au cours des derniers jours de la négociation.

«Nous constatons certains changements de position sur un grand nombre de questions», a affirmé ce responsable, citant notamment le rythme de levée des sanctions, la durée de l'accord et l'embargo sur les armes. Il a toutefois jugé qu'un accord restait «à portée de main».

Si le texte d'un accord n'est pas soumis au Congrès américain ce vendredi 10 juillet à 04h00 GMT, cela retardera d'au moins deux mois, vacances parlementaires obligent, sa mise en application.

En outre, vendredi à minuit, le cadre légal des négociations offert par l'accord cadre conclu en novembre 2013 entre les grandes puissances et l'Iran, expire.

Les mesures prévues par cet accord cadre, qui instaure un gel de certaines activités nucléaires

iraniennes en échange d'une levée partielle de sanctions ont déjà été renouvelées pour une semaine puis pour trois jours depuis le début de la négociation de Vienne, le 27 juin.

Toutefois, «nous ne devrions pas nous lever et partir parce que l'horloge sonne minuit», a souligné M. Kerry, laissant entendre que les négociations n'étaient soumises à aucune échéance précise.

«Nous sommes tout près. Mais si les décisions importantes, historiques ne sont pas prises dans les prochaines heures, nous n'aurons pas d'accord», a cependant estimé, de son côté, le chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, sur l'antenne de CNN.

«Il est clair pour tout le monde que prendre ces décisions dans une, deux, trois semaines sera non

pas plus facile, mais plus difficile pour tous», a-t-elle ajouté.

Treize jours après la reprise formelle à Vienne des négociations entre les grandes puissances et l'Iran, l'accord se dérobe toujours en dépit des progrès accomplis, que toutes les délégations s'accordent à reconnaître.

La communauté internationale veut placer le programme nucléaire iranien sous étroit contrôle, afin de s'assurer que Téhéran ne cherche pas à se doter de la bombe atomique, en échange d'une levée de sanctions imposées depuis une décennie.

Les négociateurs ont un texte sur la table, comprenant une centaine de pages dont cinq annexes techniques. Mais les choix les plus difficiles restent à faire.

Agence



AFRICAINES

Tunisie

Fermeture des mosquées et divers médias liés à l'islamisme radical



Après la mort de quatorze militaires, mercredi, dans une région près de la frontière algérienne où une offensive est cours contre les extrémistes, le Premier ministre tunisien, Mehdi Djomaâ, a décidé de fermer immédiatement toutes les mosquées qui ne sont pas sous le contrôle des autorités ainsi que les mosquées réputées avoir célébré la mort des quatorze militaires.

Les stations de radio, chaînes de télévision et sites internet qui publient des messages de groupes islamistes extrémistes seront également fermés. Depuis l'attaque de mercredi dernier, plus de soixante islamistes radicaux ont été arrêtés. Les noms des mosquées, des sites web ou des médias interdits n'ont pas été précisés. Le président Moncef Marzouki avait annoncé un deuil national de trois jours à partir de jeudi. Deux attaques simultanées ont fait 14 morts et 20 blessés, bilan le plus lourd à être enregistré par l'armée depuis l'indépendance en 1956. L'assaut a été revendiqué sur un réseau social par un groupe islamiste, la brigade Okba Ibn Nafaa, liée à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Depuis décembre 2012, l'armée tunisienne traque un groupe armé suspecté d'être lié à Al-Qaïda, composé pour partie de vétérans de la guerre au Mali, terrés dans le massif montagneux de

Chaâmbi, déclaré «zone militaire fermée». Selon les responsables de la sécurité cités par Al-Jazeera, il n'y aurait que quelques dizaines de combattants dans les montagnes. De nombreux combattants qui rejoignent les groupes djihadistes en Irak et en Syrie sont originaires de Tunisie. La Tunisie, un des pays les plus

laïcs du monde arabe, fait face à une montée du radicalisme islamiste depuis la Révolution de jasmin de 2011 qui a chassé le dirigeant autocrate Zine Ben Ali et ouvert la voie à la démocratie. Depuis, une nouvelle Constitution a été adoptée et un gouvernement intérimaire a été mis en place après que le parti islamiste Ennahda

eut été contraint de quitter le pouvoir en raison de tensions avec le camp laïc qui avait participé à la chute de l'ancien régime. Le gouvernement tunisien est en train de reprendre peu à peu le contrôle des mosquées tombées sous l'influence des groupes salafistes ultra-conservateurs après 2011.

Le Monde

Marches populaires pour dénoncer le terrorisme

Des marches populaires ont été organisées samedi dans plusieurs gouvernorats de Tunisie, auxquelles ont pris part des citoyens, des représentants de la société civile et des partis politiques pour dénoncer l'attaque terroriste qui a fait 14 morts et 20 blessés parmi les militaires. Les manifestants ont scandé des slogans appelant à l'unification des rangs des Tunisiens pour la lutte contre le terrorisme. Ils ont également appelé à la promulgation, dans les plus brefs délais, d'une loi sur le terrorisme pour mettre fin aux attaques terroristes ciblant les forces militaires et sécuritaires. Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Hassine Abassi, a indiqué que cette marche avait pour objectif de «fédérer les rangs de toutes les composantes de la classe politique et de la société civile pour stigmatiser à l'unisson le terrorisme». Pour sa part, le bâtonnier Mohamed Fadhel Mahfoudh a appelé à une «participation effective» à la conférence nationale sur le terrorisme. Il a également invité les citoyens à participer massivement au prochain scrutin pour exprimer leur rejet de ce fléau. Le secrétaire général du Mouvement Nidaa Tounès, Taieb Baccouche, a estimé nécessaire l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Il a également appelé à situer les responsabilités concernant les attaques terroristes et a réclamé des comptes à tous ceux ayant contribué à la montée de la violence et du terrorisme dans le pays.

R. A.

Ethiopie

Neuf journalistes et blogueurs inculpés pour terrorisme

En avril dernier, neuf journalistes et blogueurs ont été arrêtés à Addis-Abeba. Incarcérés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux, ils ont été inculpés, vendredi 18 juillet, pour terrorisme et pour avoir travaillé avec le mouvement d'opposition Ginbot 7 basé, au États-Unis. Le mouvement d'opposition est jugé comme terroriste en Ethiopie. La sentence est tombée vendredi. Emprisonnés depuis avril les neuf journalistes et blogueurs se sont vus notifiés leurs chefs d'inculpation : terrorisme et coopération avec le mouvement d'opposition Ginbot 7 considéré comme un groupe terroriste en Ethiopie. Andargachew Tsige, l'opposant extradé vers l'Ethiopie le mois dernier, est le secrétaire général de ce groupe. L'ONG Reporters sans frontières a suivi l'affaire de près et réfute les accusations à l'encontre de ces journalistes. «On a évidemment dénoncé ces emprisonnements qui se font de façon entièrement arbitraire», commente Cléa Khan-Sriber, la responsable RSF Afrique. «D'ailleurs, quand on voit les chefs d'accusation, au départ c'était pour avoir conspiré avec des organisations des droits de l'homme. Cela montre bien le niveau de liberté que reconnaît le gouvernement éthiopien à ces populations et à ces journalistes en l'occurrence». La représentante de l'ONG se dit très sceptique quant à la culpabilité des journalistes : «Depuis hier ils sont officiellement accusés de participation à un mouvement terroriste destiné à renverser le pouvoir, selon les textes publiés par la cour. A notre connaissance il n'y a aucune preuve concrète de ces accusations. Le blog zone 9 veut utiliser les droits de l'homme comme levier démocratique. Donc, ça m'étonnerait fort qu'ils aillent s'entraîner avec quelque groupe terroriste que ce soit.» Hailemariam Desalegn, le Premier ministre éthiopien, s'est défendu de s'en prendre à la liberté de la presse, un an avant les élections : «D'abord, l'objectif du gouvernement éthiopien est de réprimer tout réseau terroriste. Nous ne catégorisons pas les journalistes comme une menace. Peu importe qu'il soit fermier, enseignant ou journaliste, ou même quelqu'un comme Andargachew Tsige. Je ne pense pas qu'être blogueur donne l'immunité. Si quelqu'un est impliqué dans de tels réseaux terroristes qui tentent de déstabiliser mon pays, qu'il n'imagine pas échapper au gouvernement éthiopien en créant des liens avec ces groupes, connus des autorités. Nous avons des informations crédibles au sujet de ces groupuscules. Quiconque agira avec ces réseaux terroristes sera éligible pour les tribunaux. Cela n'a rien à voir avec les élections. Il s'agit de protéger notre nation contre toute forme de terrorisme.» L'année prochaine, doivent se tenir les élections législatives. En 2005, des violences post-électorales avaient mis en lumière le caractère autocratique du parti au pouvoir depuis 1991. En 2010, le système avait été verrouillé, si bien qu'un seul député d'opposition avait été élu sur les 547 sièges du Parlement.

RFI

Tchad

N'djamena, 2^e ville la plus chère du monde pour les expatriés

Deux villes africaines arrivent en tête de liste des villes les plus chères pour les expatriés. La capitale angolaise Luanda reste bonne première du classement. Elle est désormais talonnée par N'djamena au Tchad. Ce classement a été établi selon des critères précis du cabinet de conseil Mercer. Pour établir ce classement, le cabinet de conseil Mercer a pris en compte le taux de change (à partir du dollar) et un panier moyen comprenant des biens de consommation importés. Dans le cas de N'djamena notamment, Emmanuel Rivère, directeur conseil en mobilité internationale pour Mercer France, pointe aussi du doigt les conséquences de l'afflux de capitaux : «Les investissements étrangers sont de plus en plus importants. Il est évident que cela a un impact significatif sur le coût de la vie et notamment sur ces problématiques de logements. Le fait que l'on considère des logements qui correspondent en fait aux critères de confort occidentaux a un impact majeur, puisque ce sont des logements qui sont plutôt rares.» Emmanuel Rivère insiste aussi sur l'importance des expatriations liées aux grands projets. «Quand une entreprise gagne un projet là-bas et que vous avez plusieurs sociétés qui vont travailler sur le même projet qui envoient plusieurs dizaines d'expatriés, le marché du logement se tend immédiatement. Cela fait grimper les prix en flèche», expose-t-il. Pour ces raisons notamment, N'djamena se place deuxième ville la plus chère du monde. Paris, capitale pourtant réputée pour son coût, n'est qu'à la 27^e place.

RFI

Sénégal

Casamance : les négociations avancent à petits pas

C'est peut-être un autre pas vers la paix en Casamance. La communauté de Sant'Egidio, médiatrice dans le conflit casamançais au Sénégal, se dit optimiste pour une issue heureuse d'une crise qui perdure depuis plus de 30 ans.

Les négociations débutées en octobre 2012 en vue de ramener la paix se poursuivent en Casamance. Cette région sénégalaise est en proie depuis 32 ans à un conflit armé qui oppose le gouvernement aux séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance. La semaine dernière, le gouvernement sénégalais

et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) se sont de nouveau réunis, pendant trois jours, à Rome. Si le père Angelo Romano, de la communauté Sant'Egidio, reconnaît que les négociations sont loin d'être terminées, il note toutefois des progrès considérables.

Au premier rang de ces avancées, le prêtre pointe la libération par le MFDC des militaires sénégalais qu'elle retenait. Il insiste également sur l'accalmie sur le terrain. Côté MFDC, il salue le «cessez-le-feu unilatéral» décrété en mai dernier par le chef militaire du mouvement, Salif Dio. Côté

armée du Sénégal, il souligne «une attitude qui favorise le déroulement des négociations». Pour le père Angelo Romano, «il y a clairement des différences qui sont grandes, mais il y a la volonté des deux parties de faire face un moment historique, dans lequel il faut avoir le courage de prendre des solutions courageuses». S'il reconnaît que le travail de médiation «n'est pas terminé», il insiste sur le fait qu'il n'y a «pas de limites de temps». De quoi permettre aux deux parties de «faire tous les efforts possibles pour trouver des solutions réelles à des problèmes qui sont là».

Cinq idées vraies et fausses sur la crise grecque

Des Grecs «fainéants», un gouvernement de coalition avec l'extrême droite, une dette qui pèse 650 euros par Français... Ces dernières semaines, dans les débats sur la Grèce, les idées reçues ont beaucoup circulé.

Athènes a accepté hier la quasi-totalité des mesures proposées par ses créanciers et promis d'honorer ses dettes. Le Parlement grec doit voter dans la journée ce qui, en cas de oui, ouvrirait la voie à de nouvelles négociations. A cette occasion, retour sur les nombreuses idées reçues ayant émaillé les débats sur la crise de la dette grecque.

Les Grecs ne travaillent pas assez

Celle-ci, on l'a entendue, jusque dans la bouche d'un ancien président de la République : «Le problème c'est qu'on ne travaille pas assez en Grèce», a ainsi expliqué Nicolas Sarkozy au JT de 20 heures de TF1, le 8 juillet.

C'est faux, répond le site alterecoplus (affilié au magazine *Alternatives économiques*) : selon l'enquête trimestrielle menée par Eurostat, en 2014, les travailleurs Grecs faisaient 40,6 heures par semaine en moyenne, soit plus que tous les autres pays de l'Union européenne. A titre de comparaison, les Français étaient à 35,7 heures en moyenne, et les Allemands à 35,3 heures.

Les Grecs n'ont pas fait assez d'efforts

Que cela ait été dit franchement ou simplement sous-entendu, elle s'est très bien installée, l'idée que les Grecs n'auraient pas «fait assez d'efforts» et que donc, un petit coup d'austérité en plus ne serait que justice. Exemple avec Nathalie Kosciusko-Morizet.

Plusieurs médias ont également joué le jeu du «pourquoi les Grecs ne feraient pas ce que d'autres ont fait ?». Par exemple France 2, qui a réalisé un reportage en Slovaquie pour montrer à la Grèce le bon exemple des pays (pauvres) qui font des réformes «difficiles» et s'en sortent.

C'est très injuste. «Mon pays a été le laboratoire de l'austérité», a dit Alexis Tsipras mercredi devant le Parlement européen. Et pour cause : les programmes d'austérité en Grèce ont commencé il y a déjà sept ans, en 2009. Et ils ont été sacrément sévères. Comme le relevait cette semaine un article du Monde, sur la période 2009-2014, la Grèce a fait passer son déficit public de 15,2% du PIB à 2,7%. Sur la même période, elle a réduit ses dépenses publiques de 9,7 points, passant de 53,9% à 44,2% du PIB. En variation, c'est moins que l'Irlande (dont les dépenses publiques sont passées de 47,6% à 36,1%, soit 11,5 points), mais numériquement, c'est beaucoup plus : 47 milliards d'euros d'économies annuelles, contre 10 milliards pour l'Irlande.

La contrepartie de ces efforts, c'est un PIB qui s'est rétracté de 25%, et surtout un peuple qui s'est considérablement appauvri : le salaire minimum a baissé de 100 euros, à 580 euros. Le taux de chômage est monté à 25% de la population active. Le financement du système de santé, lui, a été radicalement réduit. Conséquence logique : certaines maladies disparues, comme le paludisme, ont fait leur retour, et les contaminations au VIH ont explosé.

Un défaut de la Grèce coûterait 40 milliards d'euros à l'Etat soit 650 euros par Français

Oui... la France a bien prêté l'équivalent de 42,4 milliards d'euros à la Grèce (11 milliards directement, dans le cadre de prêts bila-



DÉCRYPTAGE

téaux, et 31 milliards en garantissant des prêts du Fonds Européen de Solidarité – FESF), mais il est un peu rapide et facile de dire, comme certains journalistes à la télévision, qu'un défaut de paiement de la Grèce coûterait 650 € par Français. Résultat : même des responsables politiques croient que les Français «payent des impôts pour les Grecs».

Ce n'est pas le cas. D'abord car pour perdre ces 42 milliards d'euros, il faudrait que la Grèce fasse défaut sur l'intégralité des sommes dues. Ensuite, et surtout, parce que les sommes prêtées par la France à la Grèce ne l'ont pas été grâce à un prélèvement sur l'impôt, mais dans le cadre du circuit habituel de l'endettement des Etats : en empruntant sur les marchés. Bref, les contribuables français n'ont jamais payé d'impôts pour la Grèce, et personne ne touchera 650€ si le pays rembourse ce qu'il doit. Nous sommes désolés pour votre nouvel iPhone.

L'Allemagne ne peut pas donner de leçons sur le remboursement des dettes

L'idée n'est pas neuve - en campagne, Syriza se servait déjà de cet exemple - mais elle a eu un regain de popularité aux alentours du référendum du 5 juillet : l'Allemagne, qui refuse bec et ongles le moindre début de discussion sur une restructuration de la dette grecque, ne serait pas en mesure de donner des leçons. C'est l'économiste Thomas Piketty, auteur du best-seller *Le Capital au XXI^e siècle*, qui a livré la version définitive de cette idée dans une interview à un quotidien allemand, *Die Zeit* : «Ce qui m'a frappé pendant que j'écrivais, c'est que l'Allemagne est vraiment le meilleur

exemple d'un pays qui, au cours de l'histoire, n'a jamais remboursé sa dette extérieure, ni après la Première, ni après la Seconde Guerre mondiale. [...] L'Allemagne est LE pays qui n'a jamais remboursé ses dettes. Elle n'est pas légitime pour faire la leçon aux autres nations.»

Oui, mais... En 1953 notamment, l'Allemagne a bénéficié de la solidarité européenne : pour se reconstruire, elle a vu 60% de sa dette effacée. Et ça a marché : elle est aujourd'hui la première puissance économique du continent (ce qui tient, aussi, à de nombreux autres éléments). Mais les deux situations sont-elles vraiment comparables ? Non, selon un politologue américain, William Kindred Winecoff, qui explique, cité et traduit par Slate.fr : «La dette allemande avait été effacée en 1953 à condition que l'Allemagne maintienne une balance commerciale positive et un excédent budgétaire, ce qui garantissait des exportations subventionnées vers les pays européens, qui manquaient de capacités industrielles juste après la guerre. C'est ce qu'on demande maintenant à la Grèce mais le gouvernement refuse.»

Syriza gouverne avec l'extrême droite (et est comparable au FN en France)

C'est un argument récurrent, notamment à droite, car il permet de réactiver le vieux cliché des «extrêmes qui se rejoignent». Syriza, mouvement d'«extrême gauche», gouvernerait la Grèce avec un «parti d'extrême droite», en l'occurrence Anel, le parti des Grecs indépendants. Et, en France, le mouvement d'Alexis Tsipras serait comparable au Front national.

Oui, mais non. Le parti Anel, qui figure

bien au gouvernement dirigé par Alexis Tsipras, est indubitablement un parti très à droite. Son président, Panos Kammenos, est capable de saillies racistes (comme lorsqu'il a affirmé que les Juifs et les bouddhistes étaient exemptés d'impôts, contrairement à l'Eglise orthodoxe) ou complotistes (il a dit que la Grèce était victime d'une attaque chimique par les traces que laissent les avions dans le ciel, les «chemtrails» dénoncés par les adeptes de cette théorie).

Mais il s'agit aussi du seul autre parti grec à rejeter l'austérité. Le Premier ministre a reconnu qu'il s'agissait d'une alliance contre-nature, mais à l'issue d'élections législatives où ne lui manquaient que deux sièges au Parlement pour avoir la majorité absolue, il a choisi de ne pas se priver de cet allié. Lequel n'a récolté qu'un ministère. On pourra souligner aussi que certaines des personnes poussant des cris d'orfraie aujourd'hui devant cette alliance étaient moins gênées, les dernières années, lorsque des partis équivalents au PS ou à l'UMP gouvernaient eux aussi le pays avec l'extrême droite.

Concernant, enfin la proximité idéologique entre Syriza et le FN, suggérée au plus haut sommet de l'Etat par le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron (qui a ensuite tenté de se justifier), elle est inexistante. Contrairement au FN, Syriza défend entre autres la naturalisation facilitée et le droit de vote des immigrés et le regroupement familial. Quant à la récupération que tente de faire le Front national des victoires de Syriza, le mouvement a réaffirmé, il y a quelques mois, que ses «partenaires et soutiens français [...] sont de gauche».

Grèce: principaux événements depuis la victoire du «non» au référendum

La Grèce doit faire parvenir à ses créanciers avant jeudi minuit (22h00 GMT) un nouveau programme de réformes afin de les convaincre de reprendre leur aide financière et de garder le pays dans la zone euro.

Rappel des événements depuis la victoire du «non» grec aux réformes et coupes budgétaires demandées par les créanciers d'Athènes, lors d'un référendum initié par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

DIMANCHE 5 JUILLET

Les Grecs rejettent nettement lors d'un référendum les propositions formulées fin juin par les créanciers du pays (BCE, UE, FMI), le non l'emportant avec 61,31% des voix.

Alexis Tsipras, largement victorieux, assure à ses compatriotes que le résultat du référendum ne marque pas du tout «une rupture avec l'Europe», mais «un renforcement du pouvoir de négociation» de son gouvernement. Il déclare que «cette fois, la dette sera sur la table» des négociations.

Mais le ministre de l'Economie et vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, déclare que Tsipras a «coupé les derniers ponts» entre son pays et l'Union européenne.

LUNDI 6 JUILLET

Alexis Tsipras, premier chef d'un gouvernement de gauche radicale en Europe, décide de sacrifier son ministre des Finances Yanis Varoufakis, remplacé par Euclide Tsakalotos.

Berlin estime que les conditions ne sont «pas réunies pour des négociations sur une nouvelle aide» et refuse de discuter d'une restructuration de la dette.

Rencontre à Paris entre le président François Hollande et la chancelière allemande, Angela Merkel.

MARDI 7 JUILLET

Lors d'un sommet d'urgence à Bruxelles, les dirigeants de la zone euro se donnent jus-



qu'à dimanche pour décider d'un nouveau programme d'aide, sans lequel la Grèce risque de devoir quitter la zone euro.

Le Premier ministre français, Manuel Valls, affirme que «la France fait tout et fera tout pour que la Grèce reste dans la zone euro (...)». «Ma volonté, mon souhait, est d'éviter un Grexit», déclare aussi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Mais le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, déclare qu'une sortie de la Grèce de la zone euro n'est «pas exclue» si Athènes ne présente pas «un paquet de réformes crédibles».

Les dirigeants européens ont préparé «un scénario détaillé» au cas où la Grèce devait sortir de la zone euro, affirme même Jean-Claude Juncker.

MERCREDI 8 JUILLET

Alexis Tsipras s'engage à soumettre à ses créanciers «de nouvelles propositions

concrètes de réformes crédibles» jeudi, comme le lui réclame la zone euro en contrepartie d'un troisième plan d'aide. «Ne laissons pas l'Europe se diviser», déclare-t-il devant le Parlement européen de Strasbourg.

C'est l'heure de la «dernière chance» pour un accord, prévient le président du Conseil européen, Donald Tusk.

La Grèce s'est engagée à des réformes des impôts et des retraites «dès la semaine prochaine» en échange d'un prêt sur trois ans du Mécanisme de stabilité européen (MES), indique le nouveau ministre grec des Finances.

Les propositions formulées par Athènes sont «équilibrées» et «positives», estime Manuel Valls. Le ton a changé et c'est «positif», juge de son côté le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy.

Les banques grecques, fermées depuis le 28 juin, le resteront jusqu'à lundi, le plafond de retraits aux distributeurs imposé pour éviter une crise de liquidités restant à 60 euros par

jour.

La Banque centrale européenne (BCE) laisse inchangé le niveau actuel des prêts d'urgence (ELA) qu'elle accorde aux banques grecques, dont elle avait cependant durci les conditions d'octroi lundi.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, affirme qu'une restructuration de la dette est «nécessaire», prenant ainsi le contre-pied des Européens qui rejettent une telle option pour le moment.

JEUDI 9 JUILLET

Donald Tusk affirme que les créanciers de la Grèce devront faire des propositions «réalistes» sur la dette grecque en contrepartie des propositions attendues de la part d'Athènes.

Une réduction de la dette est «hors de question», réaffirme Angela Merkel. Alexis Tsipras s'entretient avec François Hollande.

AFP

Les petites modifications d'Athènes qui vont irriter l'Allemagne



■ Difficile d'y voir clair dans ce fatras de formules administrato-techniques... mais sur la douzaine de pages qui ont été envoyées aux autorités européennes, les propositions du gouvernement grec reprennent à plus de 95% le texte rejeté en référendum le 5 juillet, souvent à la virgule près. Sur la réforme des retraites, la Grèce s'aligne sur l'Europe par exemple. Ce dossier a pourtant longtemps été une «ligne rouge» du gouvernement Tsipras. Sur la réforme de l'administration, du marché du travail... Idem. «Le gouvernement grec a fait une demande officielle d'un nouveau plan d'aide sur 3 ans de plus de 50 milliards d'euros auprès du Mécanisme européen de stabilité (MES) mercredi dernier, une demande rapidement complétée

de nouvelles propositions rassemblées au sein d'un plan de réformes qui tendent vers les exigences des principaux créanciers de la Grèce», décrypte Vincent Ganne, analyste chez FXCM. Pourtant, ici ou là, Alexis Tsipras a tout de même ajouté son grain de sel. Et à y regarder de plus près, certaines modifications sont loin d'être anecdotiques...

TVA: les hôtels ne passent pas à 23%, les îles «éloignées» toujours préservées Pour la TVA, il accepte une hausse du taux standard à 23%, y compris pour la restauration. Mais il refuse toujours de l'appliquer à l'hôtellerie, qui passerait à 13%. Dans un pays où 15 à 20% du PIB provient du tourisme, il ne s'agit pas de détail. En 2014, 24 mil-

lions de touristes ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la Confédération du tourisme grec qui espère atteindre 25 milliards de visiteurs cette année, et 14,3 milliards d'euros. Quant aux îles grecques, Alexis Tsipras a abandonné la réduction de leur taux... sauf pour les plus «isolées». De plus, ces deux réformes commencent en octobre, et non en juillet.

L'armée seule rescapée des coupes budgétaires

Au chapitre des économies budgétaires, la seule vraie différence vient de la réduction des dépenses militaires. Là où l'UE réclame une baisse de 400 millions d'euros d'un seul coup, la Grèce propose 100 millions en 2015 et 200 millions en 2016. En revanche, elle procédera bien à une réduction des effectifs.

Le grand flou des privatisations

Concernant les privatisations, là où l'Europe fixe des objectifs très précis de recettes (1,4 milliard en 2015, 3,7 en 2016, 1,2 en 2017), la Grèce n'avance aucun chiffre, même si elle reste d'accord sur le principe.

Au total, ce sont quand même 6,3 milliards d'euros de recettes qui n'apparaissent plus explicitement dans le plan de réforme des Grecs.

Simple précaution ou mesure d'évitement? Le gouvernement Tsipras n'a jamais caché son hostilité envers les privatisations. L'Europe réclame la vente de tous les actifs détenus par la HRADF (fonds d'investissement de développement de la République grecque), des aéroports régionaux, ainsi que des ports du Pirée et de Thessalonique. Aussi discrètes soient-elles, face aux 13 pages que comptent l'accord, ces modifications ne sont donc pas sans valeurs. Surtout, elles pourraient suffire à alimenter le climat de défiance qui s'est installé entre la Grèce, l'Allemagne et les «ultras» de l'austérité. L'Europe n'a vraiment pas besoin de ça...

Le Huff Post

Etats-Unis

La Caroline du Sud s'apprête à retirer son drapeau confédéré

La Caroline du Sud était jeudi en passe de retirer le drapeau confédéré, symbole de racisme pour beaucoup aux Etats-Unis, de son Parlement près de trois semaines après un massacre dans une église noire commis par un jeune partisan de la suprématie blanche.

La Chambre des représentants de cet Etat du sud-est du pays a voté dans la nuit de mercredi à jeudi, peu avant l'aube, à l'issue d'une journée et d'une nuit de débats passionnés: une très forte majorité de 94 voix contre 20 s'est prononcée en faveur du retrait. Il fallait deux tiers des voix pour entériner la mesure.

La décision, déjà adoptée mardi par le Sénat de Caroline du Sud par 37 voix contre 3, doit être transmise à la gouverneure de l'Etat, Nikki Haley, qui devrait la ratifier jeudi après-midi.

«C'est un nouveau jour pour la Caroline du Sud, un jour dont nous devons tous être fiers, un jour qui nous rapproche tous ensemble alors que nous continuons à nous remettre» du massacre à Charleston, a écrit Mme Haley sur sa page Facebook.

Le drapeau flotte depuis une quinzaine d'années à côté d'un monument en souvenir de la Guerre de Sécession (1861-1865), dans les jardins du parlement de Columbia, la capitale de l'Etat.

Le drapeau pourrait être décroché dès vendredi car la gouverneure dispose de 24 heures après ratification de la mesure pour en faire la demande.

«C'est une bonne nouvelle et c'est un progrès», a estimé Josh Earnest, porte-parole de la Maison-Blanche, saluant l'entente bipartite sur ce texte.

Dylann Roof, 21 ans, avait tué neuf paroissiens noirs à Charleston le 17 juin. Ce partisan de la suprématie blanche a été inculpé et écroué pour les neuf meurtres qu'il avait justifiés a priori, sur un blog qui lui a été attribué, par sa haine des Noirs. Sur ce même site, il



apparaissait sur plusieurs photos brandissant le drapeau confédéré.

Régulièrement critiqué par les associations noires car symbolisant l'esclavage, le drapeau fait l'objet d'une vive polémique aux Etats-Unis depuis la tuerie, y compris dans les milieux économiques, plusieurs distributeurs ayant décidé de ne plus commercialiser de produits floqués de l'emblème.

La controverse a agité jeudi les élus fédéraux à Washington.

Les parlementaires de la Chambre des représentants avaient adopté mardi par consensus un amendement bannissant les drapeaux confédérés des cimetières fédéraux. Mais la majorité républicaine, sous pression d'élus du Sud, a fait machine arrière jeudi en proposant un nouvel amendement protégeant l'emblème.

Tollé immédiat chez les démocrates: des élus ont descendu un drapeau confédéré dans l'hémicycle pour le dénoncer un symbole «de haine raciste et d'oppression», selon les termes du démocrate noir, Hakeem Jeffries.

Après quelques heures de polémique, le président de la Chambre, le républicain John Boehner, a finalement décidé d'annuler le vote pro-drapeau confédéré.

«Les républicains du Congrès (...) semblent avoir des valeurs et des prio-

rités» différentes, a fustigé la Maison-Blanche.

Hillary Clinton, candidate démocrate à la Maison-Blanche, a estimé jeudi que «retirer ce symbole du passé raciste de notre nation est une étape importante vers l'égalité et les droits civiques en Amérique».

De nombreux parlementaires locaux se sont également réjouis de l'issue du vote. «Cela a mis du temps à venir mais j'ai toujours senti que ce jour viendrait», a écrit dans un tweet James Clyburn, membre de la Chambre des représentants et afro-américain.

Le pasteur noir et sénateur local, Clementa Pinckney, à qui ses collègues ont rendu hommage, faisait partie des victimes. Son pupitre avait été recouvert d'un drap noir pendant les deux jours de débats, lundi et mardi.

Les quelques opposants au retrait du drapeau avaient tenté un baroud d'honneur au Sénat en évoquant, avant le vote, l'histoire des Etats du Sud, dont il était l'emblème militaire pendant la Guerre de Sécession.

Une fois retiré, le drapeau sera exposé dans un musée, précisément pour présenter l'histoire du sud des Etats-Unis.

«Le drapeau appartient au musée», avait lui-même affirmé le président Barack Obama après la tuerie.

AFP

Après une éruption volcanique Cinq aéroports indonésiens fermés

■ Cinq aéroports ont été fermés vendredi en Indonésie, notamment à Bali et Lombok, en raison d'une éruption volcanique sur l'île de Java, ont annoncé les autorités. La compagnie nationale Garuda Indonesia a annoncé avoir annulé tous ses vols à partir et à destination de ces aéroports. Le Raung, situé dans la province de Java oriental, est entré en éruption il y a près d'une semaine, ce qui a contraint à l'annulation d'un certain nombre de vols vers l'Australie ou en provenance de ce pays.

Reuters

Airbags défectueux Honda rappelle 4,5 millions de véhicules de plus

■ Le troisième constructeur japonais d'automobiles, Honda, a annoncé jeudi le rappel de 4,5 millions de véhicules supplémentaires dans le monde à cause des airbags défectueux de son compatriote Takata. Cette mesure porte à 24,5 millions le nombre total de voitures convoquées au garage pour la même raison par le seul groupe Honda, très ébranlé par cette affaire.

Agence

Italie

Douze migrants récupérés morts

■ Douze migrants ont été récupérés morts et plus de 823 autres ont été sauvés par les gardes-côtes italiens dans la nuit de jeudi à vendredi au cours de huit opérations diverses, indique un communiqué.

Au cours d'une de ces opérations qui ont toutes eu lieu jeudi, le navire Dattilo des gardes-côtes a repéré «un canot pneumatique qui prenait déjà partiellement l'eau et sur lequel 106 migrants ont été sauvés et 12 corps sans vie récupérés», indique un communiqué.

Plus de 70 000 migrants sont arrivés sur les côtes italiennes depuis le début de l'année, un record qui dépasse celui de l'année précédente quand près de 64 000 arrivées ont été enregistrées au cours des six premiers mois de l'année.

Berlin et Paris ont annoncé jeudi au Luxembourg qu'ils prendraient environ un tiers des quelque 60 000 migrants que l'Union européenne prévoit d'accueillir pour soulager l'Italie et la Grèce, soumises à une très forte pression migratoire.

R. N.

Guatemala

L'ex-dictateur Rios Montt n'assistera pas à son procès

L'ex-dictateur guatémaltèque, Rios Montt n'assistera pas à son procès pour génocide contre le peuple maya. Il a été déclaré médicalement incapable de faire face à son procès, qui doit se tenir à partir du 23 juillet. Une décision qui inquiète les défenseurs des droits de l'homme, déjà échaudés par une précédente décision de la Cour constitutionnelle annulant une première condamnation.

La justice guatémaltèque a décidé bien du mal à faire son travail. Le procès de l'ancien dictateur a été reporté, puis annulé. Une première condamnation en 2013 à 80 ans de prison pour génocide et crimes de guerre, avait été en effet cassée dix jours plus tard par la Cour constitutionnelle, en raison d'un vice de forme. Et aujourd'hui, Rios Montt est déclaré médicalement incapable d'assister aux audiences devant un tribunal. Il n'aurait plus toutes ses facultés mentales. Âgé de 89 ans, Rios Montt est donc de nouveau accusé des mêmes chefs d'accusation contre le peuple maya. Un dossier qui remonte à la période où Rios Montt avait pris le pouvoir à la suite d'un

coup d'Etat. Le régime de Rios Montt (1982-1983) est considéré comme la période la plus sanglante de la guerre civile, qui opposait alors l'armée aux guérilleros communistes. Ces derniers s'étant réfugiés dans les régions indigènes, l'armée a perpétré des massacres à grande échelle contre les Mayas. De très nombreux villages ont été systématiquement rasés dans une politique de «terre brûlée», particulièrement active sous Rios Montt.

La guerre, qui s'est achevée en 1996, a fait 200 000 morts, selon un rapport de l'ONU daté de 1999. 90% des violations des droits de l'homme se sont déroulées entre 1978 et 1984. Si le procès n'a pas lieu, la question de l'impunité va à nouveau se poser. Les proches des victimes vont continuer à se battre pour obtenir justice et ils se rendront devant le tribunal le 23 juillet quoi qu'il arrive. Ils veulent que les crimes commis par Rios Montt soient jugés. Selon ses défenseurs, l'ancien dictateur ignorait tout des agissements de l'armée.

RFI



Pièce de théâtre *Rahla* au TNA

Quand le rire chante la souffrance

On est pris à contre-pied, sans doute deux fois, dans le monologue *Rahla*, mis en scène par Tounès Aït Ali, l'actrice elle-même ; monologue qui ne l'est presque pas. La pièce a été interprétée mercredi soir au Théâtre national algérien.



Par Nedjma Baya Merabet

Ça commence avec un jeune homme (le jeune acteur Hocine Benchmissa, aux multiples talents) qui entre dans un décor minimaliste, presque surréaliste, mais néanmoins chaleureux, grâce à la lumière, aux instruments de musique et à la petite robe accrochée là. Il est accompagné de sa guitare pour interpréter quelques chansons dont les paroles s'imbriquent dans le reste du texte, en qasidat qui nous chantent le malheur qui sera raconté plus tard. Puis Tounès apparaît derrière un long voile blanc et crie : «ben-tiii» (ma fille). Elle entre sur scène et nous conte son histoire, dans un texte plutôt pessimiste de Meryem Alak, qui conclut cette traversée nocturne par la mort tragique de sa fille Rahla. En s'adressant à elle, elle prend puis accroche tour à tour la petite robe, matérialisation de l'enfant, dans un dialogue tourmenté où son destin brise tout dou-

cement les clichés qui constituent le début de sa vie, étant donné le caractère plutôt révolté de la femme.

Elle qui peut être attirante, passe à l'état de femme qui perd la raison, devient mégère, peste contre tout le monde dans ce quartier populaire, avec du sarcasme et de la critique ; en passant par des états d'angoisse, de colère, puis de joie retrouvée avec sa fille, qui semble n'être plus qu'un fantôme... On dit qu'il est très difficile de jouer le rôle d'un fou, mais qu'en est-il d'un rôle où le personnage est enceinte d'une folie en gestation, prête à venir au monde à n'importe quel moment, quand il n'y a que les douleurs annonciatrices du traumatisme à venir. C'est précisément ce qu'arrive à faire Tounès, dans un jeu précis, elle nous fait ressentir une foule de sentiments à l'égard de cette femme que la vie n'a pas gâté en moments joyeux. La damnation de la condition de la femme dans les pays encore très patriarcaux : Dans le récit

douloureux de la femme, on retrouve plusieurs éléments puisés dans les stéréotypes sur un tel patriarcat : la mère bourreau, qui n'a d'yeux que pour son fils. Pas d'affection témoignée pour cette jeune fille qui deviendra bientôt femme, juste une foule d'explications et de conseils malheureux qui la terrorisent au sujet du sort qui l'attend. Pas même la nourriture à laquelle a droit le frère... L'actrice en mimant sa mère adopte un ton particulièrement sarcastique, mêlant le rire à une aura de terreur et de malheur. Un personnage attachant en découle, comme ces femmes que l'on a connues en Algérie qui pour s'être révoltées un tant soit peu contre le destin qui les fit naître dans un milieu, on ne peut plus conservateur, se retrouvent marginalisées par une société encore puritaine. On se régale de ses prises de position où elle peste contre le fait de ne pouvoir sortir. Des passages du spectacle qui se mettent en parallèle des

moments de joie ludique qu'elle partage avec une petite robe accrochée, qui monte vers le plafond lorsque la mère exprime son vœu de réussite pour elle. Un jeu de cache-cache qui expose le sentiment d'attendrissement que l'on peut avoir en voyant une mère jouer avec son enfant, tant le jeu de l'actrice est puissant, par sa précision et son originalité. Elle n'a pas peur de saupoudrer son interprétation d'une dose de ridicule qui ne fait qu'asseoir l'authenticité du personnage passant d'un état à un autre. C'est sur sa fille qu'elle fonde tous ses espoirs de vengeance sur la vie : Elle grandira, deviendra belle, ira étudier pour devenir médecin, et elle gardera toujours la tête haute... une escalade d'espoir qui commence avec la rébellion et finit par la remise en cause totale du comportement de la mère qui reproduit l'assouvissement de la femme.

Mais le pessimisme l'emporte, on le sentait déjà, on s'interroge : pourquoi cette femme est en train de perdre la raison ? Les indices sont là, lorsque la robe redescend, est décrochée par la femme pour enlancer le vêtement. Jusqu'au moment où elle avoue, elle regrette être sortie de la maison de son mari. Elle appelle les autres femmes à supporter un mariage non heureux, car c'est toujours mieux que de se retrouver dans une situation si précaire, qui fragilise, et qui finit par faire subir le pire à sa fille, violée qui finit par se suicider. Le texte déconstruit lentement et avec beaucoup de douceur les clichés sur lesquels il se base, pour ensuite en venir à condamner, soit les choix de la femme, soit la société. C'est en cela que la pièce est une réussite, on y pense sans savoir quel était le message final. Et l'évolution s'est faite en raison de la condition. Une femme dédaignée dans son enfance par ses parents, devient une mère des plus ambitieuses et affectueuses pour sa fille.

N.B.M.

Festival national du film amazigh

Le dépôt des participations avant le 20 août prochain

La date limite pour le dépôt des films devant participer au Festival culturel national du film Amazigh (Fcnfa) est fixée pour le 20 août prochain, a indiqué, jeudi, le commissariat du Festival.

Dans un communiqué, le commissariat du Fcnfa annonce que la 14^{ème} édition du Festival du film amazigh, placée sous le thème «Histoire et terroir : un passé pour l'avenir», se tiendra du 24 au 29 septembre prochain, appelant les cinéastes intéressés par la participation à ce concours à déposer leurs oeuvres cinématographiques au plus tard le 20 août prochain.

Les participants à cette compétition peuvent choisir entre plusieurs catégories qui sont les films de fiction (court et long métrage), d'animation, documentaires, Jeunes talents (films d'animation en 3D), films doublés en tamazight, et ceux se rapportant au thème du festival lui-même. Le Fcnfa récompense également les meilleures interprétations féminine et masculine.

En plus de cette compétition, il est également programmé durant la prochaine édition du Fcnfa, un concours du meilleur scénario et de la meilleure sitcom en tamazight d'une durée de 5 à 15 mn. Les intéressés sont invités à remettre leur production au plus tard le 20 août prochain, est-t-il précisé.

La 14^{ème} édition du Fcnfa sera marquée par un riche programme comportant, entre autres, des hommages placés sous le thème «Le cinéma algérien : le cinéma amazigh, naissance et évolution», une exposition qui portera sur les affiches de cinéma et les coulisses de tournage, des ateliers sur les métiers du 7^{ème} art et l'écriture d'un scénario et une master class de lecture critique d'un scénario.

Des journées d'étude sur le «Cinéma amazigh, bilan et perspectives à l'ère des TIC», «Le Rôle du cinéma amazigh dans la transmission de l'histoire de la révolution algérienne» et «Le rôle des femmes

dans la promotion du cinéma algérien» sont également prévues à cette occasion, où des films primés lors des précédentes éditions de ce festival, selon les organisateurs.

Le Fcnfa qui sera organisé dans le cadre de la célébration du 60^{ème} anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, s'est fixé pour objectif de «faire la rétrospective de toutes les éditions précédentes en vue d'établir un bilan et des perspectives qui permettront à cette manifestation de connaître un nouvel élan lors des prochaines éditions, notamment la 15^{ème} prévue en décembre 2015 à Constantine», note le commissariat du Festival.

La date limite de dépôt des films pour participer à la 15^{ème} édition qui se déroulera en décembre prochain à Constantine, est fixée pour le 17 octobre 2015, a-t-on ajouté.

APS

Pièce théâtrale *La symphonie de Constantine* Le public subjugué

La pièce *La symphonie de Constantine* de l'association El Belliri, dont la générale a été présentée mercredi soir au théâtre régional de Constantine (TRC), a subjugué le nombreux public présent autant qu'elle a «titillé» sa nostalgie.

L'oeuvre, mise en scène par Wahid Achour, a offert un voyage fabuleux à travers les rues et les venelles étroites de l'antique Cirta, s'attardant sur les traditions et les légendes qui ont de tout temps jalonné le cheminement de la ville. Tirée d'un texte de Chafika Loucif *La symphonie de Constantine* se décline en tableaux indépendants de scènes de vie tantôt comiques, par moments loufoques, quelquefois tragiques, aussi, mais toujours poétiques, ce qui n'a pas manqué de faire frémir de plaisir l'assistance.

Au coeur de la vieille ville, de la rue Esseida, à Zenkat Laâmamra, en passant par Sabatt El Boucheibi, Sidi B'zar, la placette Sidi Abdelmoumen, pour remonter ensuite jusqu'à Ech-Chatt, les 11 comédiens distribués dans ce spectacle relatent avec emphase des faits et des histoires truffés d'expressions populaires, d'adages et de proverbes typiquement constantinois.

Sur une scène «nue», avec seulement un rideau d'arrière-scène représentant un rocher de Constantine, le spectacle s'ouvre sur une dakhla aïssaoua. Des voix profondes et envoûtantes louent le Créateur sur fond de bendir et de tar, tandis que la «foule», dont des femmes en m'laya, est plongée dans une sorte de transe ponctuée de youyous. Le décor change rapidement et le spectateur se retrouve au coeur de l'histoire de Redah, la belle des belles, qui se plaît à martyriser ses soupirants.

Entre l'homme qui sollicite un charlatan dans l'espoir de conquérir le coeur de sa belle, celui qui déclare sa flamme dans des lettres poétiques et le galant qui chante sa sérénade devant la porte du palais où vit sa bien-aimée, la belle Redah continue de repousser le florilège de ses admirateurs, ne voit pas le temps passer et finit par se retrouver seule. Entre ombre et lumière, apparaissent ensuite trois femmes, dans la cour de leur maison, par une nuit éclairée par le rayonnement de la pleine lune.

Elles récitent des poèmes, parlent d'amour, évoquent leurs désirs secrets au cours d'une «boqala», l'autre plonge la main dans une tassa (réceptif en cuivre) pour en retirer un bijou avec l'espoir que le contenu dans le poème s'appliquera à une d'elle, dans un jeu de boqala, qui ornait jadis les belles gaâda constantinoises.

Arrive ensuite le tableau du «chora», le trousseau de la mariée. Dans une ambiance des plus festives, les magnifiques toilettes de la mariée, placées dans des valises avec ses beaux ustensiles en cuivre, sont acheminés vers sa nouvelle demeure sous des youyous stridents et le chant répété des femmes pour bénir et protéger la mariée, comme cela se pratiquait autrefois. *La symphonie de Constantine* joue son dernier morceau avec une hadra aïssaoua mêlant la musique et le chant à la spiritualité, au «tahoual» (transe) dans une atmosphère «enivrante». Héritage artistique authentique de la ville des Ponts.

R. C.

«Une heure de conversation vaut mieux que cinquante lettres.»

Madame de Sévigné

FEMMES

ILS ONT DIT :

«La conversation est un art difficile. Il faut savoir être économe.»

Gilles Archambault

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Elle dément avoir une liaison avec... Zinédine Zidane

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas autant rigolé en lisant un démenti. Cristina Cordula vient de nier fermement toute relation amoureuse avec Zinédine Zidane. Une rumeur les disait amants...

Is auraient formé l'un des couples les plus improbables de la sphère people. Cristina Cordula et Zinédine Zidane ne sont absolument pas ensemble comme l'ont pourtant cru de très nombreux internautes, se fiant à une folle rumeur. Tout est parti d'un article publié dans *La Petite Equipe*, un site sportif parodique. Le papier, publié fin mai, y racontait l'improbable coup de foudre survenu l'automne dernier entre l'animatrice de M6 et l'ex-international de foot.

Le site parodique n'hésitait pas à publier une interview - fausse évidemment - de la jolie Brésilienne où elle clamait son amour pour le sportif et racontait leur rencontre. «Zizou est magnifique !, confiait-elle, mais il reste complexé par sa calvitie. Il voulait connaître quelques astuces pour masquer son déficit capillaire. Malheureusement pour lui, je fais du relooking, je ne suis pas magicienne. Malgré mon incapacité à l'aider, nous sommes allés dîner. Ce fut un moment inoubliable. *La Petite Equipe* publiait ensuite une photo - bien réelle pour le coup, mais tout à fait innocente - de Cristina Cordula et de Zizou, ensemble dans un stade de foot. En légende, la jolie quadra laissait sous-entendre que Zidane avait quitté femme et enfants pour elle : «Cette photo publiée sur Facebook vaut mille interviews. Je me suis dit que c'était le moyen le plus facile de révéler notre situation sans en faire des tonnes. Ma famille est heureuse pour moi, même si pour nous, les Brésiliens, Zizou reste le sal*** qui nous a humiliés en 1998. Mais, mes chéris, ne vous inquiétez pas, je me venge chaque soir ! »

De très nombreux internautes sont tombés dans le panneau et la rumeur a fini par prendre une telle ampleur que Cristina Cordula s'est senti obligée cette semaine de réagir pour rétablir la vérité ! " Oh la la, je ne suis pas en couple avec Zinédine Zidane, a-t-elle démenti sur son compte Twitter. L'info n'est pas vraie. C'est un site parodique.»



Cristina Cordula

Soin

Prendre soin de ma peau

Je me démaquille deux fois par jour

Une belle peau est une peau nette. Inutile de trouver des excuses ; même fatiguée, éreintée, vous ne pouvez pas y échapper. Vous devez absolument appliquer une lotion démaquillante au réveil pour enlever les dépôts de gras qui s'accumulent pendant la nuit. Le soir, un démaquillage en trois étapes (savon doux, lait et lotion tonique) s'impose. Jour après jour, votre peau gagnera en éclat et en vitalité

J'utilise une crème hydratante tous les jours

Après 18 ans, le renouvellement cellulaire commence à diminuer : c'est déjà le moment pour vous d'hydrater votre peau. Buvez beaucoup au cours de la journée et utilisez une crème de soin tous les matins (le soir aussi c'est encore mieux). Appliquez la crème sur une peau propre et sèche et massez. Une crème se choisit : son intensité doit correspondre à votre type de peau (évités les anti-rides si

vous avez moins de trente ans). La crème idéale répond à ces trois critères : elle ne vous brûle pas (toute démanaison est le signe d'une petite réaction allergique), elle n'est pas comédogène (la présence de corps gras favorise l'acné) et donne à votre peau éclat et vitalité.

Je suis zen !

Le stress est l'ennemi absolu de la beauté. Adoptez le mot de l'année : la relativité ! Hiérarchisez les sujets qui vous perturbent et définissez-vous un programme

«sérénité» : trois fois par jour, faites une pause «respiration» profonde pour oublier le stress (inspirez par le nez en gonflant le ventre et retenez l'air pendant quelques secondes puis soufflez).

Je dors bien et beaucoup

Le sommeil est un élixir de beauté irremplaçable. Votre vie active vous empêche d'avoir de vraies nuits réparatrices, rien n'est perdu. Dites-vous que c'est la phase de sommeil profond qui permet de récupérer. Cependant, même si vous avez des obligations, couchez-vous avant minuit (la phase de sommeil réparatrice est plus importante en début de nuit) et dès que vous pouvez, offrez-vous une bonne nuit de sommeil pour récupérer. Allez vous coucher dès que vous sentez les premiers signes de fatigue (bâillements, frottement des yeux...) et profitez du week-end pour faire une sieste de 20 minutes (le temps d'une phase de sommeil paradoxal) ou de 1 h 30 (la durée d'un cycle complet).

Remèdes de grand-mère

Rajeunir ses mains

Je ne m'essuie pas les mains après... avoir étalé un masque de beauté sur mon visage ou mon corps. Je leur en fait profiter. Ainsi pas de gaspillage et mes mains restent jeunes !

Remède contre l'acné et les points noirs

Pour enlever l'acné sur le visage et le dos : faites bouillir dans 1/4 d'eau, 30 g de baies de genièvre (10 min). Appliquez matin et soir pendant 1 mois ; pour les points noirs sur les épaules : mettez du jus de citron sur un coton et tamponnez-les avec celui-ci matin et soir jusqu'à leur disparition.

Le bain aux plantes

Faites une décoction de 250 grammes de baies de genièvre dans 2 litres d'eau minérale bouillante. Laissez infuser pendant 30 minutes, puis ajoutez-la à l'eau de votre bain.

Un masque anti-peau grasse

Mélanger 2 cuillères à soupe de miel, le jus d'un citron ainsi qu'une cuillère à café d'argile verte en poudre.

Bon à savoir

Sourire avec son ventre !

Pour se détendre, les Orientaux ont une pratique originale du sourire. «Le visage comporte une quarantaine de muscles qui sont reliés, via les organes des sens, à d'autres systèmes organiques.»

- Les yeux sont par exemple «raccordés» au foie. «Souriez des yeux et concentrez-vous sur votre foie. Inspirez par le ventre et détendez ce siège de la colère. En plaçant votre main droite à cheval sur la dernière côte droite, vous sentirez réagir et «glouglouter».

- Votre sourire va s'étendre aux

ailes du nez, concentrez-vous alors sur vos poumons, siège du courage. Respirez bien avec le ventre et soufflez. Vous ressentirez la détente profonde des poumons, leur capacité à se remplir d'air. Car, angoissé, on oublie souvent de respirer profondément. «Sortez ce que vous n'aimez pas, et refaites l'exercice plusieurs fois par jour.»

- Souriez enfin largement et concentrez-vous sur la rate et le pancréas, à gauche en dessous des côtes, siège des soucis.

- «Puis souriez jusqu'aux oreilles», raccordées aux reins,

sites de la peur. Pour les apaiser, imaginez-les logés à la taille, dans le dos, au besoin, massez-les avec les doigts des deux mains. Enfin, relâchez la langue et concentrez-vous sur la détente du cœur, siège de l'impatience et de la jalousie. Vous serez étonnée de vous sentir plus recentrée et plus détendue.»



Santé

Qu'est-ce que la ménopause ?

Ce qu'il faut savoir en premier c'est que la ménopause est un phénomène naturel ; ce n'est pas une maladie.

A quel âge commence la ménopause ?

La ménopause intervient en moyenne à 50 ans. Mais d'une femme à l'autre, cette étape peut se produire naturellement entre 40 et 55 ans. Elle est généralement avancée d'un an ou deux chez les grosses fumeuses. De plus, certains facteurs génétiques peuvent jouer. La date de survenue de la ménopause est souvent la même pour une mère et sa fille.

Les troubles urinaires

Le contrôle de la vessie peut être moins bon, ce qui peut provoquer de petites fuites urinaires, en particulier lors d'efforts (étirements, fous rires...). Il est important de prendre en compte ce problème d'incontinence dès qu'il apparaît afin qu'il ne s'accroisse pas.

Les modifications de la peau

La structure et la texture de la peau sont influencées par les hormones sexuelles et des modifications biologiques plus générales liées au vieillissement. Après la ménopause, la peau devient plus fine et plus fragile.

La prise de poids

Souvent, au moment de la ménopause, les femmes prennent du poids et trouvent qu'il est plus difficile qu'auparavant de perdre ces kilos. La prise de poids n'est pas directement liée aux modifications hormonales de la ménopause. Cependant, la ménopause entraîne une modification dans la répartition des graisses.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Ligue des champions d'Afrique/MCEE-ESS

Sétifiens et Eulmis pour se ressaisir

Le match comptant pour la Ligue des champions d'Afrique – qui mettra aux prises ce soir le MC El-Eulma à l'Entente de Sétif au stade Messaoud Zeghar d'El-Eulma – sera très important pour les deux formations. En effet, les deux équipes, qui ont perdu leurs deux premiers matches respectivement face à Al-Merrikh (Soudan) et face à l'USMA, se doivent de se ressaisir pour espérer rester dans la course à la qualification pour le dernier carré.

Les gars de Babya, qui seront quelque peu avantagés avec les facteurs du terrain et du public, sont dans l'obligation de prendre les trois points du succès s'ils souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition. Les Vert et Rouge devraient compter, encore une fois, sur leur duo Chenihi-Derrardja pour déstabiliser l'arrière-garde sétifienne.

Les Eulmis savent néanmoins que leur mission ne sera pas facile face aux cham-



pions d'Afrique, qui seront eux aussi décidés à laver le premier affront à domicile face aux Rouge et Noir de l'USMA. Pour cela, les poulains de Hedjar tenteront d'étouffer toutes les tentatives des Sétifiens en les acculant dans leurs retranchements. Les Vert et Rouge du MCEE savent, en tout cas, que ce match est celui de la survie et ils ne doivent nullement le rater, s'ils veulent rester dans la course.

De son côté, l'Entente de Sétif se déplacera en conquérant dans ce derby des Hauts-Plateaux et fera tout pour revenir avec les trois points. El-Kahla devrait compter pour cette rencontre sur quelques-uns de ses éléments qui n'ont pas joué le premier match face à l'USMA. Ainsi, Kheniche devrait être rentrant de même que l'émigré Hachi, sur lequel le coach Madoui compte beaucoup pour le faire incorporer au poste d'arrière gauche qui inquiète le driver des Noir et Blanc.

Imad M.

Championnat d'Afrique U-20 de handball (filles)

18 joueuses appelées pour Nairobi

L'entraîneur de la sélection algérienne de handball des moins de 20 ans (U-20 filles), Ali Abdi, a dévoilé la liste des 18 joueuses devant prendre part au 22e championnat d'Afrique des nations de la catégorie, prévu du 11 au 18 juillet à Nairobi (Kenya).

Quatre joueuses du HNB Saïda, dont deux gardiennes de but, et quatre autres de l'EHB Aïn Taya ont été retenues pour cette compétition qui se jouera sous forme de mini-championnat. Cette sélection algérienne, qui se rendra jeudi à Nairobi via Istanbul, est constituée d'éléments dont la quasi-totalité vont jouer pour la première fois une compétition internationale.

Abdi, qui sera assisté d'Habiba Kherdache, a assuré mercredi à l'APS que l'objectif de son équipe sera d'«aller le plus loin possible» dans ce championnat d'Afrique.

Liste des joueuses convoquées :

▶ Gardiennes de but :

Allache Diana (EHB Aïn Taya), Djorfi Rekia, Benaïssa Sarah (HNB Saïda).

▶ Joueuses de champ :

Meftah Imène, Bakoura Khadidja (HNB Saïda), Slimane Lina (HBC El-Biar), Ouguenoun Kina, Zouaoui Sylia, Oumedjkane Thizri (JS Awzlaguen), Azzi Sarah, Aït Habib Sara (ES Akbou), Aïssaoui Lissar (CF Boumerdès), Lacem Imane, Yelles Loudmila, Makhlofi KENZA (EHB Aïn Taya), Aroudi Leïla (NRF Constantine), Chibout Soumia (NRB Hammamet), Benabdelaziz Hind (GS Pétroliers).

Classement FIFA

L'Algérie revient dans le top 20 mondial

L'Algérie gagne deux places et occupe la 19^e position au classement du mois de juillet de la Fédération internationale de football (FIFA) publié jeudi, alors que la première place est désormais la propriété de l'Argentine au détriment de l'Allemagne, championne du monde en titre, qui recule d'une place, devant la Belgique. La large victoire des coéquipiers de Faouzi Ghoulam contre les Seychelles (4-0) en qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 explique la progression des Verts qui gagnent deux places par rapport au classement du mois de juin. C'est la seconde fois que l'Algérie est dans le top 20 mondial cette année après mai 2015. Cependant le meilleur classement des Verts reste la 18^e place occupée durant quatre mois de suite (décembre 2014-mars 2015).

Au niveau africain, l'Algérie reste la puissance numéro 1 du continent avec 941 points devant la Côte d'Ivoire (21^e), championne d'Afrique en titre. Le Ghana (25^e) complète le podium africain. Quant aux trois adversaires de l'Algérie en qualifications de la CAN-2017, ils ont connu des fortunes diverses. L'Ethiopie, qui partage la tête du groupe J avec les Verts, perd deux places et pointe à la 101^e place. Le Lesotho, prochain adversaire de l'Algérie recule de 9 places et occupe désormais la 131^e position, tandis que les Seychelles, progressent d'une place (186^e).

Dans le haut du tableau, l'Albiceleste passe devant l'Allemagne et la Belgique pour occuper la première place de ce classement, ce qui ne lui était plus arrivé depuis sept ans.

Le Chili, tout juste auréolé du titre de champion d'Amérique du Sud, gagne huit places pour se placer en onzième position, ratant de peu l'entrée dans le top 10. La France, battue à domicile en amical par la Belgique (3-4) puis en Albanie (0-1), recule elle de 13 places et tombe à la 22^e place (15^e pays européen), perdant ainsi, tout comme l'Italie (17^e, 12^e pays européen), son statut de tête de série pour le tirage au sort du 25 juillet à Saint-Petersbourg des groupes de qualification à la Coupe du monde 2018. Ces grands changements s'expliquent en partie par les nombreux matches joués le mois dernier. En effet, 26 matches ont été disputés dans le cadre de la Copa America, 99 autres l'ont été dans le cadre des qualifications pour la Coupe du monde 2018 ou à des compétitions continentales et enfin 88 matches amicaux ont été joués, soit un total correspondant presque à la moitié de tous les matches disputés jusqu'à présent en 2015 (477). Par ailleurs, il est à noter que les matches joués lors de la dernière Coupe du monde ont été dévalués. Le prochain classement mondial de la FIFA sera publié le 6 août prochain.

MC Alger

Raïssi se réjouit du «soutien permanent» de Sonatrach

Le président du MC Alger, Abdelkrim Raïssi, a nié mercredi l'existence «d'un quelconque conflit» avec la direction de Sonatrach, actionnaire majoritaire de la SPA (société par actions) du club de Ligue 1 algérienne de football, assurant avoir toujours eu le soutien de l'entreprise pétrolière. Des informations rapportées par la presse algérienne font état de l'intention de Raïssi de rendre le tablier en raison d'un conflit l'opposant avec la direction de Sonatrach qui n'aurait pas mis les moyens financiers nécessaires pour la réussite de l'opération de recrutement du vieux club de la capitale en vue de la saison prochaine. «Je n'ai aucun problème avec la direction de Sonatrach. Au contraire, j'ai toujours eu le soutien de cette entreprise et sa direction aussi bien de son premier responsable Amine Mazouzi que de ses proches assistants», a déclaré Raïssi. En poste

depuis janvier 2015, Raïssi a réussi dans sa mission de sauver le Mouloudia de la relégation, ce qui a poussé la direction de Sonatrach à lui renouveler sa confiance en prévision de l'exercice à venir. «Je n'aurais pas réussi dans la mission qui m'a été confiée au cours de la deuxième partie de l'exercice passé si je n'avais pas eu le soutien de mon hiérarchie», a encore précisé le patron mouloudéen. Il a en outre rassuré quant au bon déroulement de l'opération de recrutement du club qui a engagé jusque-là quatre joueurs : Kheireddine Merzougui (ex-RC Relizane), Abdelmalek Mokdad (ex-RC Arbaâ), Rachid Bouhenna (ex-CS Constantine) et Abdelghani Demmou (ex-ES Sétif). Le MCA a fait signer aussi le gardien de but Matigas Jonathan, mais sa qualification dans le club est tributaire du verdict de la commission de règlement des litiges (CRL), après que son

équipe, l'USM Bel-Abbès, s'est opposée à son transfert. A propos de ce dossier, Raïssi a expliqué que les choses sont toujours en stand-by, n'écartant pas l'idée d'engager un autre portier «si Jonathan ne règle pas son problème dans les prochains jours». Par ailleurs, le président du Doyen a réitéré son intérêt pour l'attaquant international éthiopien, Salaheddine Said, que son club égyptien, Al-Ahly du Caire, n'a toujours pas libéré. «Le joueur devait nous rejoindre cette semaine, mais son club l'a de nouveau retenu pour son déplacement à Bamako en vue de son match comptant pour la Coupe de la Confédération prévu pour demain. A priori donc, il va venir à Alger après cette rencontre, puisque nous avons pratiquement tout conclu avec lui», a précisé Raïssi.

Lutte

Chebah : «Les athlètes doivent travailler davantage»

Le président de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Rabah Chebah, a appelé les lutteurs à travailler davantage pour mériter leur place au sein de l'équipe nationale en vue des prochaines échéances continentales et internationales.

«Les lutteurs algériens ont énormément progressé mais doivent travailler davantage pour maintenir cette cadence et mériter ainsi leur statut au sein de la sélection nationale en vue des prochaines échéances qui s'annoncent très importantes pour la lutte algérienne»,

a déclaré Rabah Chebah lors d'une réunion de travail organisée, mercredi soir, au Centre de préparation des équipes nationales de Soudania (Alger).

Cette réunion à laquelle ont participé le directeur des équipes nationales (DEN), Idriss Haoues, le directeur technique nationale (DTN), Arezki Aït-Hocine, et des membres du bureau fédéral, a été l'occasion pour dresser un bilan général de la dernière participation algérienne aux championnats d'Afrique d'Alexandrie.

Les sélections algériennes de lutte (cadets, juniors, seniors et féminine) avaient décroché 37 médailles (9 or, 18 argent et 10 bronze) lors des championnats d'Afrique, organisés à Alexandrie en Egypte.

Les sélections algériennes de lutte s'apprentent à participer aux Championnats du monde prévus du 7 au 16 septembre aux Etats-Unis ainsi qu'aux Jeux africains de Brazzaville, au Congo (4-23 septembre).

A cet effet, des orientations et directives ont été données aux staffs techniques pour la mise

en œuvre du programme des équipes nationales pour le reste de l'année.

Les sélections algériennes de lutte garçons (juniors et seniors) se trouvent actuellement en stage au Centre de préparation des équipes nationales à Soudania (Alger).

«Ce nouveau cycle de préparation va permettre au staff technique de continuer son travail entamé au niveau du centre de Tikjda et d'évaluer l'état physique des lutteurs», a indiqué le directeur des équipes nationales (DEN), Idriss Haoues.

Maroc

Démantèlement d'une cellule terroriste recrutant pour Daech

Une cellule terroriste recrutant des Marocains pour rejoindre les rangs de l'organisation autoproclamée Etat islamique (EI/Daech) en Irak et en Syrie a été démantelée, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

«Le Bureau central d'investigations judiciaires (Bcij) relevant de la Direction générale de la surveillance du territoire national a démantelé jeudi une cellule terroriste composée de huit membres qui s'activaient dans les villes de Casablanca, Tanger, Salé, Jorf Al Melha et Kelaat des Sraghna, dans le recrutement et l'envoi de Marocains pour combattre dans les rangs de l'Etat islamique» en Syrie et en Irak, a précisé le ministère dans un communiqué.

«Les membres de cette cellule ont cautionné l'envoi de dizaines de combattants dans ce foyer de tension et ce, en coordination avec des éléments opérant sur le terrain au niveau de la frontière turco-syrienne en vue de les mobiliser pour exécuter des opérations-suicides aux voitures piégées en Irak et en Syrie», précise le communiqué cité par l'agence de presse MAP.

«Ces éléments terroristes adoptent également la stratégie expansionniste des dirigeants de Daech et qui vise la constitution d'entités terroristes relevant de cette organisation en s'appuyant sur des combattants marocains parmi ses rangs, et qui ont fait part de leur intention de retourner au Maroc en vue d'attenter à sa sécurité et à sa stabilité, à travers l'exécution d'attaques terroristes ciblées», ajoute le texte. Les suspects seront présentés à la justice une fois achevée l'enquête qui se déroule sous la supervision du parquet général compétent, a conclu le communiqué.

Reda A.

Ooredoo organise son traditionnel f'tour en l'honneur des médias et de ses partenaires

Pour un partenariat solide et durable

Dans un cadre agréable, Ooredoo a réuni le mercredi dernier au restaurant du Terrain du Golf de l'Office du complexe olympique d'Alger, ses partenaires du secteur des médias et de la communication autour d'un f'tour convivial à l'occasion du mois sacré du Ramadhan.

Cette rencontre, qui a vu la présence de nombreux invités et partenaires des médias, du monde sportif et du mouvement associatif, a été l'occasion pour le directeur général de Ooredoo, M. Joseph Ged, de présenter ses vœux à l'ensemble des partenaires médiatiques, en soulignant la volonté de Ooredoo à renforcer et valoriser ce partenariat.

Abordant les activités de l'entreprise durant le mois du Ramadhan, M. Joseph Ged a rappelé l'engagement citoyen de Ooredoo au sein de la société, en partenariat avec le Croissant-Rouge algérien qui s'est concrétisé récemment par la réception de trois cliniques médicales mobiles et la remise d'une contribution financière conséquente au profit des familles nécessiteuses. Le directeur général a, en outre, mis en exergue les innovations commerciales de Ooredoo en matière d'offres et de promotions et a réaffirmé sa volonté de renforcer sa stratégie d'investissement et d'excellence qui en font un leader technologique dans la région Mena et en Afrique.

Ce traditionnel f'tour en l'honneur des médias, constitue une opportunité pour Ooredoo de partager avec les membres de la corporation des moments de convivialité. Organisé à quelques jours de l'Aïd El Fitr, le directeur général de Ooredoo a saisi cette occasion pour présenter ses vœux aux partenaires.

Communiqué



Selon des experts onusiens

Plus de 5 500 Tunisiens ralliés à Daech



Des experts de l'ONU ont appelé hier à endiguer le flux de jeunes Tunisiens ralliant le groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), estimant que leur nombre, notamment en Syrie et en Libye, dépassait les 5 500.

«Le nombre de combattants étrangers tunisiens est l'un des plus élevés parmi ceux qui voyagent pour rejoindre les conflits à l'étranger tels qu'en Syrie et en

Irak», a déclaré, dans un communiqué, Elzbieta Karska, qui dirige un Groupe de travail des Nations unies sur l'utilisation de mercenaires. Ce groupe a effectué une visite de huit jours en Tunisie au cours de laquelle il a rencontré «des représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des universitaires et des représentants d'organisations de la société civile, y compris des familles de personnes ayant rejoint des conflits à

l'étranger». Au cours de cette mission, le groupe a été informé «de la présence de quelque 4 000 Tunisiens en Syrie, 1 000 à 1 500 en Libye, 200 en Irak, 60 au Mali et 50 au Yémen. Les 625 qui sont rentrés d'Irak sont poursuivis en justice», selon le texte. La Tunisie fait face depuis sa révolution, en janvier 2011, à une progression de la mouvance terroriste, responsable de la mort de dizaines de policiers et de militaires ainsi que de deux attentats qui ont tué 59 touristes en l'espace de trois mois. Le Premier ministre, Habib Essid, a affirmé dans la nuit de jeudi à vendredi que 15 000 jeunes Tunisiens avaient été empêchés de rejoindre le groupe Daech dans des zones de conflit.

«La majorité des Tunisiens qui rejoignent des groupes extrémistes à l'étranger semblent être jeunes, souvent âgés de 18 à 35 ans», selon les experts. «Certains de ces jeunes viennent de milieux socio-économiques défavorables, mais aussi de la classe moyenne et des classes les plus aisées de la société».

R. N.

Depuis le début du Ramadhan

Près de mille personnes arrêtées à Alger

Durant la première quinzaine du mois de ramadhan (18 juin-2 juillet), 891 personnes ont été arrêtées à Alger et déferées devant la justice pour leur implication présumée dans 1 016 affaires, indique jeudi la Sûreté de wilaya dans un communiqué.

Dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, les services de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité, durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, 1 016 affaires ayant entraîné l'arrestation de 891 personnes, qui ont été déferées par devant la justice, souligne le communiqué.

Ainsi, 465 personnes ont été arrêtées pour détention et usage de stupéfiants ou substances psychotropes, 121 pour port d'armes prohibées et 305 pour divers délits, précise-t-on de même source.

Quant à la nature des affaires traitées, 282 concernent des atteintes aux personnes, 85 les atteintes aux biens, 203 délits relatifs à la chose publique, 25 délits à caractère économique et financier et trois affaires liées à des délits contre la famille et aux bonnes moeurs, selon la Sûreté de wilaya.

Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité durant cette période 121 affaires impliquant 121 personnes, qui ont

été présentées par devant les instances judiciaires, dont 63 ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, en plus de l'arrestation de 465 présumés auteurs dans 418 affaires traitées du 18 juin au 2 juillet, la Sûreté de wilaya annonce la saisie de 6 kg de résine de cannabis, des quantités d'héroïne et de cocaïne, et 713 comprimés psychotropes.

Pour autant, les activités de sensibilisation et de prévention restent au coeur de la stratégie de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgns) dans la lutte contre le commerce illicite et la consommation de la drogue, précise-t-on.

«La stratégie, suivie par la Dgns, dans la lutte contre le fléau de la drogue s'articule sur le volet de la prévention à travers l'action des cellules d'écoutes et de sensibilisation relevant de la Sûreté de wilaya», avait souligné le chef de Sûreté de la wilaya d'Alger, Noureddine Berrachdi, lors de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre ce fléau (26 juin).

Par ailleurs, les forces de polices ont mené 142 opérations de contrôle de professions réglementées, ayant entraîné l'exécution de 30 arrêtés de fermeture ordonnés par les autorités compétentes, souligne-t-on.

R. N.

ACTU...

Ex-ministre saoudien des Affaires étrangères

Décès de Saoud al-Fayçal aux USA

Le prince Saoud al-Fayçal, qui fut le chef de la diplomatie de l'Arabie Saoudite pendant 40 ans est décédé, ont annoncé jeudi sa famille et une source officielle. Le prince, «symbole d'honnêteté et de travail acharné», est mort aux Etats-Unis, selon un communiqué de la Cour royale saoudienne. Un hommage lui sera rendu samedi soir dans la ville sainte musulmane de La Mecque, selon ce même communiqué. Né en 1940, le prince Fayçal souffrait de divers problèmes de santé. Il éprouvait notamment des difficultés à marcher après avoir subi une opération du dos aux Etats-Unis. «Que Dieu l'accepte au Paradis», a écrit son neveu Saoud Mohammed Al-Abdallah al-Fayçal sur Twitter.

Saoud al-Fayçal a servi quatre rois et avait incarné durant quatre décennies la politique extérieure de l'Arabie Saoudite. En avril, il avait demandé à être relevé de ses fonctions pour raisons de santé, selon le décret publié alors par l'agence saoudienne SPA. Il avait été nommé conseiller et émissaire spécial du roi Salmane.

Adel al-Jubeir l'a remplacé au poste de ministre des Affaires étrangères dans le cadre d'un important remaniement opéré par le roi Salmane qui a accédé en janvier dernier au trône de la première puissance pétrolière du monde.

R. N.

Il a provoqué la perte de plus de 200 ovins

Violent incendie dans un hangar à Barika

Deux cent moutons, essentiellement des agneaux, 30 chèvres et une vache sont morts à la suite d'un violent incendie survenu mercredi peu avant la rupture du jeûne dans un hangar situé dans la mechta Chebilet près de Barika, apprend-on, jeudi, auprès de la Protection civile. Le sinistre a également détruit une centaine de quintaux d'orge et 300 bottes de foin entreposés dans ce hangar de 500 m² où le feu, dont l'origine est inconnue, s'est propagé très rapidement, selon la même source. Les éléments de la Protection civile ont lutté durant près de quatre heures et demie pour venir à bout de l'incendie et éviter qu'il ne s'étende à une habitation située dans le voisinage immédiat du hangar, a-t-on ajouté.

R. N.

Béchar

Un narcotraffiquant arrêté

Un narcotraffiquant a été arrêté par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), mercredi à Béchar, en possession d'une quantité de 99,9 kg de kif traité, a indiqué jeudi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée et en coordination avec les éléments de la Sûreté nationale de Béchar, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Béchar (3^{ème} Région militaire) a arrêté, le 9 juillet 2015, un narcotraffiquant en possession d'une quantité de 99,9 kg de kif traité, au lieu-dit Oued Bouzekri, dans la commune de Merija», a précisé la même source. Par ailleurs, «des éléments des gardes-frontières de Maghnia et de la Gendarmerie nationale de Tlemcen (2^{ème} Région militaire) ont arrêté un contrebandier et saisi une quantité de carburant s'élevant à 3 180 litres destinée à la contrebande», ajoute le communiqué.

R. N.